



Rapport annuel 2006

Cólofon

Secrétariat de l'EDCTP, La Haye

Adresse postale:

Boîte postale 93015
2509 AA La Haye
Pays-Bas

Adresse de visite:

Laan van Nieuw Oost Indie 300 CE
La Haye, Pays-Bas
Tél.: +31 70 344 0880/0897
Fax: +31 70 344 0899
E-mail: info@edctp.org
Internet: www.edctp.org

Rédaction Simon Belcher, Ilona van den Brink, Charles Mgone

Conception Boulogne Jonkers

Photographie Hans Hordijk fotografie, EDCTP

Impression Kapsenberg van Waesberge BV

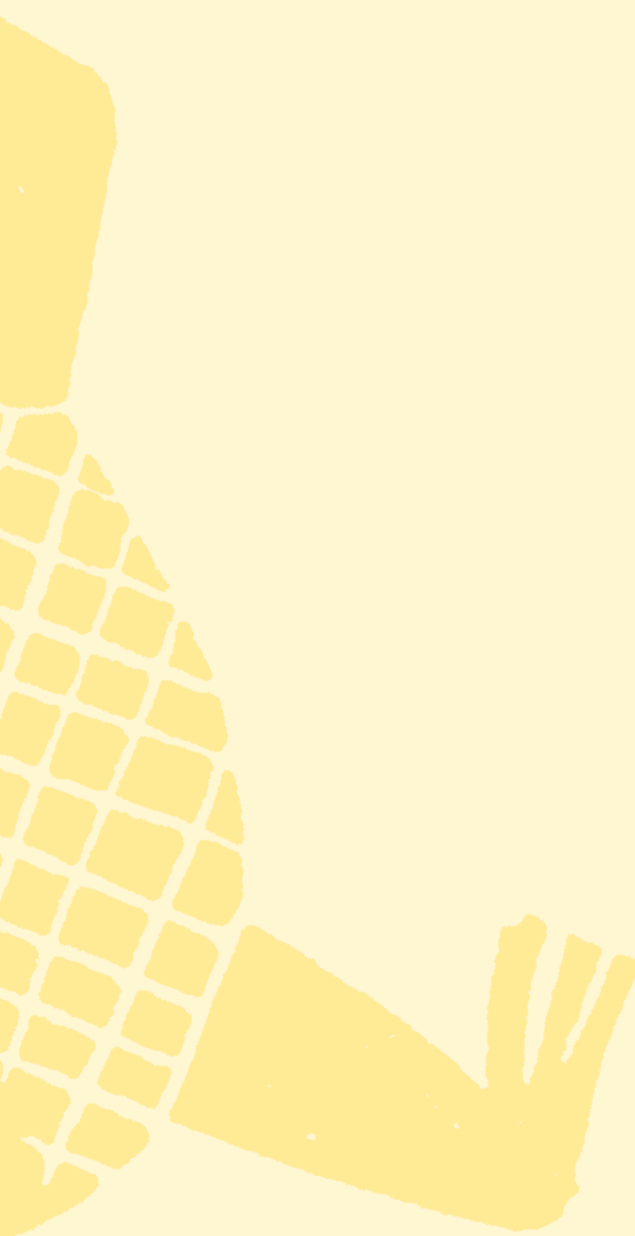
Traduction Tekom Vertalers BV

La Haye, août 2007

Partenariat Europe-Pays en Développement sur les Essais Cliniques



Sommaire

- 
- 2 Présentation de l'EDCTP
 - 5 Message du Président de l'Assemblée générale
 - 6 Message du Directeur exécutif
 - 7 Message du Haut représentant
 - 8 Rapport conjoint des membres
 - 11 Essais cliniques
 - Appels d'offres 2006
 - Appels d'offres 2005
 - Appels d'offres 2004
 - 15 Constitution de réseaux
 - Constitution de réseaux Sud-Sud
 - Constitution de réseaux Nord-Nord
 - 18 Renforcement des capacités
 - 23 Gestion des informations
 - 25 Analyse financière
 - Résumé financier
 - Lettre des commissaires aux comptes
 - Rapport financier
 - 44 Annexe 1: Gouvernance
 - Annexe 2: Glossaire des abréviations

Présentation de l'EDCTP: le pouvoir du partage de la science

Le Partenariat Europe-Pays en voie de développement sur les Essais Cliniques (EDCTP) a été créé en tant que réaction de l'Europe à la crise sanitaire mondiale provoquée par les trois principales maladies liées à la pauvreté, à savoir le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose.

Ces maladies tuent plus de 6 millions de personnes chaque année et leur nombre augmente. L'Afrique subsaharienne est la région du monde la plus touchée. En plus d'y ravager des vies, ces maladies y sont un frein au développement et entraînent la pauvreté.

Qui sommes-nous?

L'EDCTP est un partenariat unique entre les pays d'Europe et d'Afrique subsaharienne, dont l'objectif est de réduire la pauvreté en développant de nouvelles interventions cliniques afin de lutter contre le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose. Il rassemble 14 états membres de l'Union Européenne (UE), plus la Norvège, la Suisse et 47 pays d'Afrique subsaharienne. Ce partenariat aide les états membres de l'UE à intégrer et coordonner leurs programmes nationaux de recherche sur les trois maladies liées à la pauvreté et à constituer des partenariats avec leurs homologues africains.

L'EDCTP fait actuellement partie du Sixième Programme-cadre pour la recherche et le développement technologique (FP6) de la Commission Européenne, principal instrument de l'Union Européenne pour le financement de la recherche en Europe. Le FP6 a pour objectif de transformer l'Union Européenne en une économie basée sur des connaissances compétitives et dynamiques.

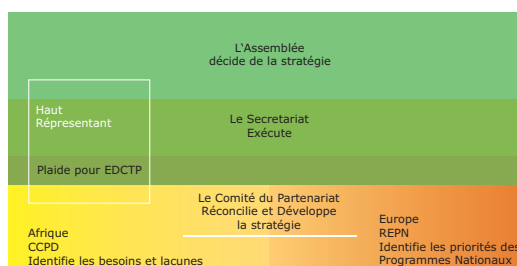
Nos activités

Les projets financés par l'EDCTP se centrent sur les essais cliniques de phases II et III en Afrique subsaharienne. L'EDCTP finance des projets multicentriques qui combinent essais cliniques, renforcement des capacités et constitution de réseaux. L'objectif de l'intégration de ces trois composantes consiste à garantir que la capacité développée soit utilisée pour mener des essais cliniques avec succès en utilisant les bonnes pratiques. L'utilisation des capacités et la constitution de réseaux encouragent le maintien et la prolifération des capacités et permettront très probablement d'atteindre à long terme le développement durable de la recherche autonome basée sur des essais cliniques en Afrique.

Les rapports de l'EDCTP comprennent

- Le rapport annuel
- Les rapports du Forum annuel
- Le rapport de l'Assemblée des chercheurs
- Le programme conjoint: Plan stratégique de l'EDCTP pour 2004-2008

Tous les rapports sont disponibles au format PDF sur www.edctp.org/Publications.11.0.html ou version papier en téléphonant au +31-70-3440880 ou en envoyant un mail à info@edctp.org.



Responsabilité

La constitution de partenariats signifie un partage des responsabilités. L'EDCTP encourage fortement le partage des responsabilités des acteurs européens et d'Afrique subsaharienne à tous les niveaux.

Une confiance réciproque

La recherche relative à ces trois maladies liées à la pauvreté se fera de plus en plus dans le cadre de programmes conjoints mettant les ressources en commun. La confiance réciproque entre toutes les parties au niveau politique et institutionnel et au niveau des projets forme la base de cet effort conjoint.

Les bonnes pratiques

L'EDCTP estime qu'un effort conjoint est la façon la plus efficace et réelle de lutter contre les trois maladies liées à la pauvreté. Un effort conjoint améliore l'efficacité et évite la duplication d'efforts. Dans le cadre du soutien de l'EDCTP aux parties prenantes dans cet effort conjoint, les bonnes pratiques seront mises à disposition du public.

Partenariat et constitution de réseaux

De nombreux états membres de l'UE et leurs partenaires dans les pays en voie de développement entreprennent des activités importantes de recherche sur le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose. En mettant en place de vrais partenariats, nous pouvons améliorer considérablement la coordination et l'efficacité de ces activités et créer une situation gagnant-gagnant pour toutes les parties concernées.

Nos valeurs

Innovation

Soulager la pauvreté nécessite une action novatrice. D'une part, rassembler les activités de recherche est une façon innovante de faire face aux problèmes de santé publique en Afrique subsaharienne. D'autre part, les outils permettant de contrôler les maladies liées à la pauvreté sont peu nombreux et souvent mal adaptés à une utilisation dans des contextes pauvres en moyens. Le développement de ces outils devra donc être accéléré.

Autonomisation

Les chercheurs en Afrique subsaharienne sont confrontés au besoin de protocoles multicentriques, à un environnement réglementaire exigeant et à des normes universelles d'éthique. Grâce à des ressources et une formation adaptées, les pays d'Afrique subsaharienne ont la possibilité de prendre la direction des opérations et de créer un environnement durable pour mettre en place une recherche médicale de qualité.

Transparence

Toutes les parties prenantes devront être au courant des réalisations de l'EDCTP et du travail du Secrétariat de l'EDCTP.

Les activités de l'EDCTP et les découvertes faites dans le cadre de projets de l'EDCTP seront donc de plus en plus rendues publiques et mises à la disposition de tous.



Message du président de l'assemblée générale

La structure opérationnelle, juridique et financière de l'EDCTP est fournie par le Groupement Européen d'Intérêt Économique (GEIE) par le biais de ses deux organes, à savoir l'Assemblée et le Secrétariat du GEIE. L'Assemblée du GEIE est l'organe de décision de l'EDCTP; tous les états membres de l'UE y sont représentés et elle est elle-même représentée par sa présidence. L'Assemblée est soutenue par le Secrétariat, dirigé par le Directeur exécutif qui est chargé de la gestion quotidienne de l'organisation.

L'année dernière, 2006, a vu de réelles avancées de l'EDCTP. Charles Mgone a été nommé au poste de Directeur du Bureau africain fin 2005 et il a joué un rôle essentiel depuis pour garantir que nous remplissions notre mission.

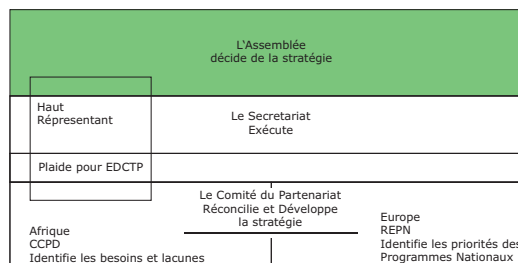
Le partenariat avec l'Afrique s'est épanoui en 2006: le Bureau africain a effectué les changements nécessaires afin d'assurer que nous disposions des structures et de la culture permettant au partenariat de prospérer. Nos liens avec des organisations clés en Afrique se sont consolidés et le Comité de Coordination des pays en développement a fait preuve de son engagement réel et de son énergie en procurant des conseils et un soutien avisés.

Les états membres européens au sein de l'Assemblée générale ont aussi fait preuve de leur engagement à l'égard de nos objectifs en accueillant et en approuvant une Feuille de route pour les travaux futurs du Partenariat jusqu'en 2010. Jusqu'à la fin de l'année 2006, les états membres ont investi environ 14,3 millions d'euros dans notre programme.

Notre première collaboration avec une autre organisation de premier plan a été convenue: la Fondation Bill & Melinda Gates a contribué à hauteur de 7 millions d'euros à un appel d'offres de 21 millions d'euros en vue de renforcer les capacités en Afrique pour des essais sur un vaccin contre le VIH.

La fin de l'année a vu le départ d'Odile Leroy et son retour en tant que Directrice exécutive à l'Initiative pour un Vaccin Européen anti-Paludisme; nous lui souhaitons beaucoup de succès. 2007 a commencé par la confirmation de la nomination de Charles Mgone en tant que Directeur exécutif. Les progrès réalisés en 2006 nous donnent toute confiance en l'avenir pour accueillir notre nouvelle direction et nous considérons avec confiance l'énergie et l'engagement de ses collaborateurs au sein du Secrétariat.

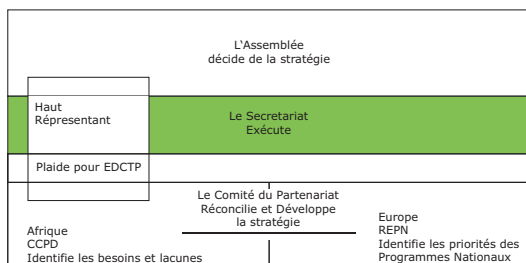
Diana Dunstan





Bien que de nombreuses activités importantes aient eu lieu dans le cadre du programme de l'EDCTP en 2006, les plus notables ont été les événements organisés en Afrique. En respectant le slogan existant depuis plusieurs années, *Leadership africain au sein du partenariat*, l'EDCTP a amplement démontré l'engagement, la prise en main et le leadership africain dans le cadre du programme. Avec pour fers de lance le Bureau africain, le Comité de Coordination des pays en développement (appelé familièrement D triple C) et le Haut représentant Pascoal Mocumbi, l'EDCTP a traversé le continent de part en part en se consacrant principalement à défendre la participation et le leadership africain grâce à des réunions scientifiques et politiques, des conférences, des ateliers, des dialogues et des visites sur site. Avec la communauté scientifique africaine, le Programme africain de Vaccins contre le SIDA (AAVP), l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), l'Initiative Internationale des Vaccins contre le SIDA (IAVI) et d'autres partenaires, l'EDCTP a organisé plusieurs réunions sous-régionales avec les Communautés économiques africaines et l'Union africaine. Le point culminant de ces réunions a été la défense commune du développement d'un vaccin contre le SIDA en Afrique. Il est encourageant de relever qu'au cours des visites sur site et lors de nombreuses occasions, les représentants de l'EDCTP ont rencontré plusieurs dirigeants africains et décideurs politiques, y compris des ministres de la santé, des sciences et des technologies. La plupart ont largement soutenu l'EDCTP et ont affirmé leur engagement à l'égard du Partenariat.

Au cours de l'année, le Bureau africain a organisé la première réunion des chercheurs de l'EDCTP. Cette réunion, qui a eu lieu au Cap, a été une réussite et s'est avérée être un très bon prélude au Troisième Forum Annuel de l'EDCTP dont le titre avait été bien choisi: *Le Partenariat et le leadership africain: les défis et les opportunités*. La Réunion des chercheurs et le Forum Annuel ont montré l'engagement du Partenariat à l'égard de nos talentueux collègues scientifiques – nouveaux venus et confirmés – qui sont associés au programme de l'EDCTP. Cela a également inclus l'implication du leadership africain par l'intermédiaire du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD). Ce sont un engagement fort et le leadership africain qui conféreront la continuité et la durabilité au programme.



Alors que 2006 s'est achevée, nous avons de grands espoirs pour 2007, année pleine de promesses pour le Partenariat. Nos plans pour 2007 consistent à consolider les bénéfices des années précédentes, au cours desquelles nous avons établi de solides fondations en vue d'obtenir des résultats que nous espérons maintenant voir rapidement concrétisés.

Charles S. Mgone

Message du Haut représentant

Le Haut représentant de l'EDCTP, le Dr Pascoal Mocumbi, travaille en relation étroite avec le Directeur exécutif et le Secrétariat afin d'augmenter la visibilité de l'EDCTP, de défendre et d'obtenir le soutien politique pour l'EDCTP, en particulier en Afrique, et de contribuer aux activités de financement de l'EDCTP.

Le Dr Mocumbi a suivi une formation en médecine et a été premier ministre du Mozambique de 1994 à 2004.

En 2006, j'ai poursuivi mes activités en tant que Haut représentant de l'EDCTP avec les objectifs suivants:

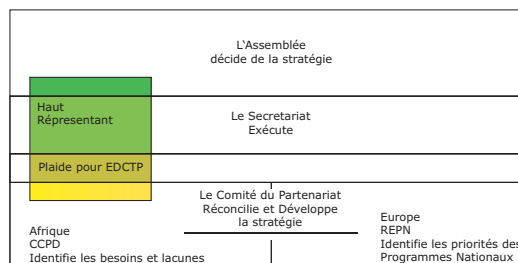
- Obtenir le soutien politique pour le développement durable d'une capacité d'essais cliniques en Afrique subsaharienne.
- Encourager la prise en main des activités de l'EDCTP par les scientifiques et les autorités nationales.
- Renforcer les liens de collaboration entre l'EDCTP et les organisations de même tendance.

Début 2006, une visite du Bureau du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) à Johannesburg et Midrand en Afrique du Sud accompagnée par le Directeur du Bureau africain, a eu pour résultat l'adoption de mécanismes de collaboration entre le NEPAD et le Bureau africain de l'EDCTP, ouvrant la voie à une collaboration entre les deux parties.

Pour le compte de l'EDCTP, j'ai également participé à de nombreuses réunions avec l'Union africaine (UA). Au cours de ces réunions, le Président de la Commission de l'UA s'est engagé à mettre l'EDCTP à l'ordre du jour des consultations régulières à venir entre l'Union africaine et la Commission Européenne. De plus, le Commissaire aux Affaires Sociales a convenu de travailler avec l'EDCTP par l'intermédiaire du Bureau africain sur les aspects pratiques de la collaboration en matière de renforcement des capacités humaines et infrastructurelles afin d'effectuer des essais cliniques en Afrique.

La collaboration avec la Commission Européenne à Bruxelles a eu pour conséquence de mettre le renforcement des capacités à l'ordre du jour de la dernière consultation régulière qui a eu lieu à Addis Abeba pendant la première semaine d'octobre 2006.

En 2006, j'ai contribué en tant que représentant de l'EDCTP au Service de l'Initiative de la Recherche et de la Coopération de l'OMS pour la création du Registre International des essais Cliniques (ICTRP) qui a été lancé en mai. Au cours du même mois, j'ai également représenté l'EDCTP lors du lancement de l'Alliance INDEPTH/Malaria Clinical Trials (MCTA), une initiative visant à aider à développer des sites d'essais cliniques



en Afrique. C'est grâce à une telle participation que l'EDCTP est en mesure de rechercher des synergies et des moyens de renforcer le développement durable des institutions de recherche en Afrique.

Pascoal Mocumbi

Rapport conjoint des membres

Le Conseil du Partenariat (CP)

Le Conseil du Partenariat (CP) est un groupe indépendant d'experts scientifiques chargé de la planification stratégique de l'EDCTP. Le CP conseille l'Assemblée Générale sur les questions techniques et scientifiques en rapport avec le programme de l'EDCTP.

Le Comité de coordination des pays en développement (DCCC)

Le Comité de coordination des pays en développement (DCCC) est un organe de conseil indépendant composés d'éminents scientifiques et professionnels de la santé africains. Le DCCC garantit la contribution et l'engagement des pays et des chercheurs africains dans le programme de l'EDCTP.

Réseau Européen de Programmes Nationaux (REPN)

Le Réseau Européen de Programmes Nationaux (REPN) se compose de représentants des programmes nationaux européens (Agent national de réseau européen ou ANE). Le REPN développe des propositions de coordination et de mise en commun des programmes nationaux des états membres de l'EDCTP au sein d'un programme commun.

La nouvelle stratégie de l'EDCTP pour 2007-2010

En 2006, les membres de l'EDCTP ont pris une part active à l'élaboration de la nouvelle stratégie de l'EDCTP pour 2007-2010. Cette stratégie de lancement de nouveaux appels se base sur les produits et se concentre sur les médicaments, les vaccins et les microbicides. Les demandes de financement par l'EDCTP de projets de recherche basés sur des produits doivent maintenant englober les composantes des essais cliniques, du renforcement des capacités et de la constitution de réseaux.

En vue de cette nouvelle stratégie, une série de réunions des parties prenantes a été organisée pour identifier les programmes communs en rapport avec les questions spécifiquement liées à ces maladies et identifier les sites qui contribueront à ces programmes grâce à des « noyaux d'excellence ». Chaque appel de l'EDCTP sera précédé d'une réunion des parties prenantes. En guise de préparation, le concept de certification du « Programme commun d'activités » a été introduit. LE REPN a créé un groupe de travail pour identifier les activités réalisées par un état membre en collaboration avec au moins un autre état membre, pouvant être validées comme activités de programme commun. Ces activités peuvent ensuite remplir les conditions pour être intensifiées grâce à un financement supplémentaire de l'EDCTP. Le DCCC a élaboré une proposition recommandant un renforcement des capacités grâce à des « noyaux d'excellence » faisant le lien entre des sites satellites. Ces noyaux d'excellence constituent une plate-forme grâce à laquelle la réalisation des essais cliniques, la constitution de réseaux, l'encadrement, la prise en main africaine et le co-financement peuvent être effectués.

Réunion conjointe DCCC-REPN

Le DCCC et le REPN ont organisé leur première réunion conjointe au cours du Troisième Forum Annuel de l'EDCTP à Stockholm. Parmi les questions abordées, la feuille de route de l'EDCTP, une réunion d'information au sujet du nouveau moteur de recherche de partenaire récemment développé (Partenaires de projets) sur le site Web de l'EDCTP, des recommandations faites lors de la Réunion des chercheurs qui s'est tenue en juillet 2006 au Cap en ce qui concerne l'action du CP (bourses de recherche, éthique et réclamations au sujet des réductions de budget), et rapports du REPN.

Les ANE ont présenté leurs programmes de recherche nationaux et les priorités dans leurs pays et ont rendu compte



Patrice Debré, président du CP:

« Le Conseil du Partenariat continuera non seulement à centrer sa stratégie sur des programmes et sur l'élaboration de capacité pour la mise en place de la recherche sur le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose, mais améliorera aussi la constitution

de réseaux Nord-Sud pour la collaboration entre les scientifiques et les programmes nationaux. »



Les réflexions de **Simon Agwale**, président du DCCC sur l'année 2006 et les attentes pour 2007 sont: « L'avenir du DCCC continue à être beau mais nécessite un engagement et de très bonnes idées. Il faut donner une chance au réseau de se développer, afin d'accroître le financement de l'EDCTP par l'apport de nouvelles parties prenantes, y compris les programmes nationaux africains et les budgets de la santé. »

des activités des états membres pour les années à venir, alors que les membres du DCCC ont présenté une mise à jour des programmes nationaux dans les pays africains. Il a été convenu que ces réunions conjointes REPN-DCCC auraient lieu au moins deux fois par an.

Les activités du CP

En 2006, le CP a organisé un total de quatre réunions. Ces réunions se sont consacrées au plan d'action annuel, à la sélection des critères et des procédures de contrôle par des pairs, aux appels pour des propositions de projets et autres procédures de mise en place d'un plan d'action. Les réunions ont aussi abordé les résultats des évaluations des propositions et des projets, la définition des projets prioritaires et la préparation de la Réunion du Forum Annuel de l'EDCTP de Stockholm.

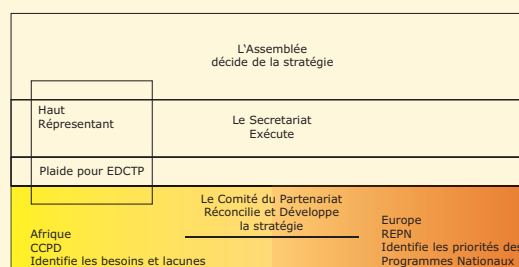
Les activités du DCCC

En 2006, le DCCC a organisé des réunions à la Haye, à Arusha et au Cap et a organisé la première réunion conjointe REPN-DCCC en octobre. Les membres du DCCC ont aussi participé activement à l'organisation des deux principaux événements proposés par l'EDCTP (la Réunion des chercheurs et le Troisième Forum Annuel). Les membres du DCCC ont continué à plaider pour l'EDCTP lors de différentes réunions locales et internationales en Afrique et en Europe et ont participé à des visites de sites dans les pays africains. Les membres du DCCC ont apporté une contribution importante aux textes des appels d'offres, surtout ceux concernant le renforcement des capacités et la constitution de réseaux. En ce qui concerne la constitution de réseaux, le DCCC a collaboré étroitement avec le REPN afin de s'assurer que la collaboration Nord-Sud soit forte et qu'elle favorise la réalisation des objectifs de l'EDCTP.

Les activités du REPN

Le REPN s'est réuni cinq fois en 2006 et a organisé la première réunion conjointe REPN-DCCC en octobre. Le groupe a discuté des recommandations de la Réunion des chercheurs et a donné des directives et des conseils au Comité des experts scientifiques (CES) au sujet de ces recommandations. Un groupe de travail du REPN s'est réuni à l'Agence Nationale de Recherches sur le SIDA (ANRS) à Paris le 9 mai 2006 afin d'élaborer des recommandations pour le premier appel conjoint sur la prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant (PMTCT) et de déterminer les engagements financiers des états membres.

Quatre nouveaux ANE ont été désignés pour rejoindre le REPN. Il s'agit de Vic Arendt (Luxembourg), Kårstein Måseide (Norvège), Christoph Meier (Suisse) et Claire Newland (Royaume Uni). La nomination d'ANE de Suisse et Luxembourg a garanti pour la première fois la représentation de tous les états membres de l'EDCTP-GEIE au REPN. Le REPN a également élu Dirk van der Roost de Belgique au poste de vice président.



Laura Brum, présidente du REPN, souligne que « les représentants des états membres du REPN (Responsables du réseau européen) sont des contacts vitaux pour les chercheurs qui souhaitent répondre aux appels d'offres de l'EDCTP pour la recherche. Ils donnent des conseils et préviennent les scientifiques des possibilités de collaboration dans la recherche financée par l'EDCTP et aident à se procurer un cofinancement national des offres. Le REPN identifie aussi les projets de recherche et

les autres initiatives des programmes de recherche actuels et prévus des états membres ayant le potentiel pour être intégrés dans des programmes conjoints de l'EDCTP. »



Appels d'offres 2006

Appel conjoint sur la prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant (6,1 millions d'euros)

En Juillet 2006, l'EDCTP a rejoint les Programmes de Recherche Nationaux de cinq pays européens (ANRS, France; ONRS/NACCAP, Pays-Bas; MRC, Royaume Uni; ISCIII, Espagne et Irish Aid, Irlande) pour lancer un appel conjoint sur la prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant, y compris la prévention au cours de l'allaitement. Le principal résultat de cet appel conjoint et des projets financés consistera à identifier les stratégies les plus faisables et abordables de prévention de la transmission du virus de la mère à l'enfant dans les pays à faibles revenus de l'Afrique subsaharienne. La date limite pour les candidatures était le 29 septembre 2006. Un total de six candidatures remplissant les conditions a été reçu pour cet appel.

Appel conjoint sur l'élaboration d'une capacité de préparation pour la réalisation d'essais d'un vaccin préventif contre le VIH (20 millions d'euros)

En décembre 2006, l'EDCTP, la Fondation Bill & Melinda Gates (BMGF) et les états membres de l'EDCTP-GEIE ont lancé un appel conjoint à propositions pour aider au renforcement des capacités pour mener des essais cliniques sur des vaccins préventifs contre le VIH dans les pays africains. Cet appel s'adresse particulièrement à la mission de l'alliance du Groupement mondial pour le vaccin contre le VIH pour la création de nouvelles stratégies et de nouveaux mécanismes en vue d'accélérer l'effort mondial de développement d'un vaccin contre le VIH sûr et efficace. L'objectif principal de l'appel consiste à créer ou renforcer la capacité à long terme de réalisation des essais cliniques des vaccins contre le VIH dans les pays africains afin de garantir que les nouveaux vaccins candidats soient rapidement évalués selon les meilleures normes scientifiques et éthiques. La date limite des candidatures est mars 2007.

Appels 2005

En septembre 2005, l'EDCTP a lancé 4 appels pour des essais cliniques. La procédure d'étude de ces appels a été finalisée en 2006. Afin d'atteindre les objectifs de l'article 169 du Traité Européen (intégration des programmes de recherche nationaux des états membres), il a été demandé aux états membres d'égaliser la contribution de l'EDCTP en

fournissant au moins 50 % des ressources estimées. Il s'agissait d'une nouvelle exigence en 2005. Un total de 7 projets a reçu un financement et les négociations de contrats sur tous les projets étaient toujours en cours au 31 décembre 2006. Ils comprennent:

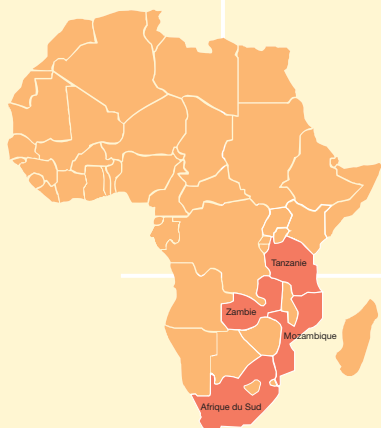
- Aide au renforcement des capacités pour mener des essais de phase I/II et de phase III de microbicides vaginaux: un total de trois projets a été sélectionné pour le financement (7 millions d'euros)
- Identification d'un traitement anti-rétroviral sûr et efficace en combinaison avec des médicaments pour la tuberculose dans les infections collatérales du VIH et de la tuberculose: un projet a obtenu un financement (4,7 millions d'euros).
- Les deux appels finaux visaient le renforcement des capacités pour aider à la réalisation d'essais de vaccins contre la tuberculose pour les nouveaux nés et les populations à haut risque. Un total de cinq projets a obtenu un financement. Comme deux candidats ont obtenu un financement pour des projets similaires soumis en réponse aux deux appels, le comité d'étude scientifique a recommandé de fusionner ces projets. Donc, le nombre de projets qui ont finalement été sélectionnés a été de trois, parmi lesquels un s'adresse aux populations à haut risque et les deux autres à la population générale (1,83 millions d'euros).

Appels 2004

Tous les projets qui ont été sélectionnés en réponse aux appels de l'EDCTP de février 2004 pour soutenir des essais cliniques sur le traitement du VIH/SIDA, du paludisme ou de la tuberculose sont en cours. Vous trouverez plus d'informations sur les projets sélectionnés dans les tableaux en pages 12-13.

Tableau 1 Subventions d'essais cliniques 2004: VIH/SIDA

Maladie	Boursier	Titre	Budget	Lieu	Sponsor	Produits médicaux
VIH	Chintu	Essais CHAPAS: Enfants séropositifs En Afrique: Pharmacocinétique et respect des prescriptions anti-rétrovirales simples	1,280,333€	Pays-Bas, Royaume Uni, Zambie	Conseil de la Recherche Médicale, Londres, Royaume Uni	Névirapine / Stavudine / Lamivudine (Pedimune)

**Graphique 1 Pays ayant des activités d'essais cliniques sur le VIH/SIDA financées par l'EDCTP****Tableau 2 Subventions d'essais cliniques 2004: paludisme**

Maladie	Boursier	Titre	Budget	Lieu	Sponsor	Produits médicaux
Paludisme	D'Alessandro	Evaluation de 4 Combinaisons à base d'artémisinine pour le traitement du paludisme sans complication chez les enfants africains	1,999,990€	Belgique, France, Allemagne, Espagne, Royaume Uni Burkina Faso, Gabon, Mozambique, Nigeria, Rwanda, Tanzanie, Ouganda, Zambie	Institut de de Médecine Tropicale, Anvers, Belgique	Amodiaquine/ Artésunate, Dihydroartémisinine/ Pipéraquine (Artekin), Artéméther/ Luméfantrine (Coartem), Chlorproguinildapsone (Lapdap)/ Artésunate
	Kremsner	Artésunate pour le paludisme sévère chez les enfants africains	5,348,480€	Autriche, Allemagne, Royaume uni, Gabon, Gambie, Ghana, Kenya, Malawi	Bureau du Chirurgien général de l'Armée, Walter Reed Army Institute Maryland, USA	Acide artésuniquique Intraveineux cGMP

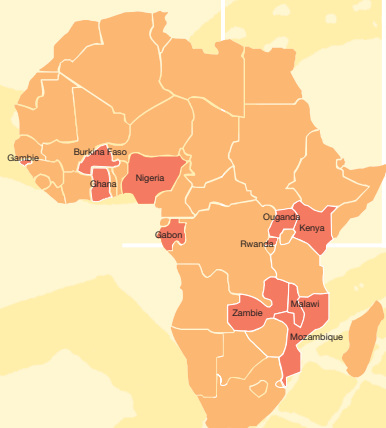
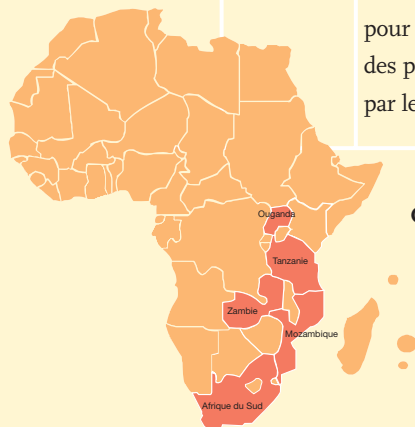
Graphique 2 Pays ayant des activités d'essais cliniques sur le paludisme financées par l'EDCTP

Tableau 3 Subventions d'essais cliniques 2004: tuberculose

Maladie	Boursier	Titre	Budget	Lieu	Sponsor	Produits médicaux
Tuberculose	van Helden	Critères de substitution pour prédire le résultat de la thérapie anti-tuberculose	973,033€	Royaume Uni, Afrique du Sud	Non applicable	Non applicable
	Gillespie	Évaluation rapide de la moxifloxacine dans le traitement de la tuberculose à crachat positif: REMoxTB	2,987,874€	Royaume Uni, Tanzanie, Zambie, Afrique du Sud	University College London, Royaume Uni	Moxifloxacine, Rifampicine, Pyrazinamide, Ethambutol, Isoniazide
	Jindani	Essai clinique contrôlé pour évaluer une dose élevée de rifapentine et de moxifloxacine dans le traitement de la tuberculose pulmonaire	4,251,991€	Espagne, Royaume Uni, Mozambique, Afrique du Sud, Tanzanie	Université St. George de Londres, Royaume Uni	Rifampicine, Rifapentine, Isoniazide, Ethambutol, Pyrazinamide, Pyridoxine, Moxifloxacine
	Merry	Détermination des doses optimales d'anti-rétroviraux et d'anti-tuberculeux utilisées en combinaison pour le traitement des patients coinfectés par le VIH/la tuberculose	1,026,952€	Irlande, Royaume Uni, Afrique du Sud, Ouganda	Université du Cap, Afrique du Sud	Efavirenz, Névirapine, Rifampicine, Lopinavir, Ritonavir, Isoniazide

**Graphique 3 Pays ayant des activités d'essais cliniques sur la tuberculose financées par l'EDCTP**



Constitution de réseaux Sud-Sud

Formation des agences réglementaires nationales (ARN)

L'EDCTP a financé les cours donnés par le Réseau de Formation Mondial (RFM) de l'OMS sur l'autorisation réglementaire et l'évaluation des essais cliniques. Le NACCAP néerlandais a fourni des fonds supplémentaires pour former 63 participants africains. Le premier cours pour les pays francophones (Rwanda, Gabon, Mali, Burkina Faso et Côte d'Ivoire) a eu lieu à Quiddah au Bénin du 11 au 15 décembre 2006. Les ateliers en anglais se dérouleront au Zimbabwe en 2007.

Réunion des chercheurs de l'EDCTP

La première Réunion des chercheurs de l'EDCTP a eu lieu au Centre de Recherche Médicale (CRM) du Cap les 24 et 25 juillet. L'objectif était de créer des réseaux Sud-Sud ainsi qu'une coordination et une synergie entre les chercheurs. Il y a eu 88 participants: 43 scientifiques africains, 9 collaborateurs d'instituts de recherche du nord, 13 invités, 15 membres de l'EDCTP et 8 membres du secrétariat de l'EDCTP. La réunion s'est conclue sur des recommandations pour étendre le financement de projets de bourses prometteurs, renforcer les capacités (personnel, éthique et organes réglementaires), renforcer la constitution de réseaux Nord-Nord et Sud-Sud, accréditer des sites réalisant des essais en Afrique et encourager la collaboration avec les décideurs politiques. Le compte rendu de la réunion est disponible sur le site Web de l'EDCTP (www.edctp.org) et en version papier.

Collaboration avec le programme de vaccins contre le SIDA (AAVP)

Le Bureau africain de l'EDCTP a participé à deux réunions régionales de consultation de l'AAVP au sujet de la recherche et du développement d'un vaccin contre le SIDA les 26 et 27 juin au Kenya et les 25 et 26 octobre en Éthiopie. Lors des deux réunions auxquelles l'EDCTP a participé à la formulation d'un plaidoyer commun en Afrique pour un vaccin contre le VIH/SIDA, le Bureau africain a défendu l'adoption de la Déclaration de Yaoundé de l'AAVP.

Réunions de constitution de réseaux

Le Bureau africain a participé à des réunions relatives à l'accélération du développement de médicaments contre la tuberculose organisées par Médecins Sans Frontières à New York du 10 au 12 janvier et à une réunion des chercheurs et

des scientifiques du réseau INTERTB qui s'est tenue à Durban du 5 au 7 mars. L'INTERTB est un réseau financé par l'EDCTP visant à faire le lien entre les scientifiques de l'Afrique subsaharienne afin de permettre la réalisation d'essais de traitements de la tuberculose (pour plus d'informations, voir le tableau « Subventions pour la constitution de réseaux », en pages 16-17).

Constitution de réseaux Nord-Nord

Visites aux états membres

L'équipe de constitution de réseaux du secrétariat a eu des contacts réguliers avec les Agents nationaux de réseaux européens (ANE) des états membres afin de collecter des informations sur les programmes de recherche nationaux, les mécanismes et les priorités en matière de recherche pour le cofinancement par les états membres des activités de l'EDCTP. Les membres du personnel du secrétariat de l'EDCTP ont également rencontré plusieurs états membres afin de mieux les sensibiliser aux activités actuelles de l'EDCTP entre les organes de financement, les scientifiques et les décideurs politiques. Ces états membres étaient la Norvège, la Grèce, la France et la Suisse. D'autres visites sont prévues en 2007.

Augmentation du cofinancement

Le cofinancement par les états membres est une composante importante des activités de l'EDCTP. Le montant du cofinancement des projets de l'EDCTP par les états membres ou promis par eux a fortement augmenté depuis 2006 pour atteindre un montant total de 872,000€ en espèces et en contributions en nature. Plusieurs états membres ont fourni un financement essentiel directement à l'EDCTP. Pour 2007 et au delà, les états membres ont promis un montant d'environ 28,5 millions d'euros soit en espèces soit en nature, y compris une contribution directe aux projets.

Premier appel conjoint des états membres

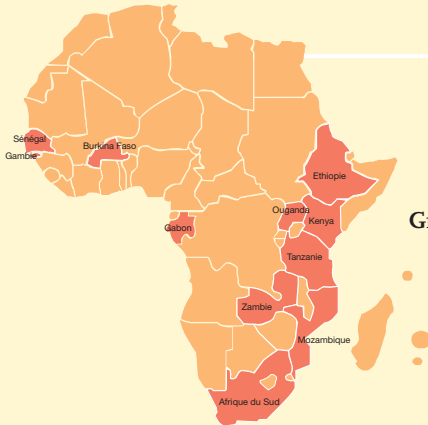
En 2006, les états membres de l'EDCTP-GEIE ont montré leur engagement à l'égard de l'intégration en lançant le premier appel conjoint sur la prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant. Les états membres participant à cet appel comprenaient la France (ANRS), les Pays-Bas (ONRS/NACCAP), le Royaume Uni (MRC), l'Espagne (ISCIII) et l'Irlande (Irish Aid).

Tableau 4 Subventions pour la constitution de réseaux 2006

Boursier	Titre	Budget	Lieu
Colebunders, Institut de Médecine Tropicale, Anvers, Belgique	Atelier sur la tuberculose Réactivation immunitaire Syndrome inflammatoire (TB IRIS)	19,450€	Kampala (Ouganda)
Hill, Ecole de Médecine Tropicale, Liverpool, Royaume Uni	Groupe de travail Nord-Sud pour financer les propositions prévues de recherche intégrée sur le paludisme chez les femmes enceintes	21,000€	Liverpool (Royaume Uni)
Temmerman, Université de Gand, Belgique	Renforcement de la capacité des laboratoires et des compétences en matière de nutrition dans le contexte d'un essai clinique ICH GCP pour la prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant	100,000€	Mombasa (Kenya), Muraz (Burkina Faso)
Navia, Fondation clinique pour la recherche biomédicale, Espagne	Partenariat Ifakara-Lambaréné-Manhiça	99,000€	Ifakara (Tanzanie), Manhica (Mozambique), Lambaréné (Gabon)
Jindani, Université de médecine St George, Londres, Royaume Uni	Proposition pour créer un réseau de sites en Afrique subsaharienne, pour effectuer des essais cliniques sur la tuberculose et développer leur capacité à participer à des essais multicentriques	30,000€	Durban (Afrique du Sud)
McCormack, MRC, Royaume Uni	Identification des besoins d'apprentissage courants des chercheurs travaillant dans le contexte africain des maladies liées à la pauvreté, et les documents traitant de celles-ci, surtout dans les domaines de gestion de projet et de données	30,000€	Londres, (Royaume Uni)
Kyabaynze, Centre régional pour la qualité des soins de santé (RCQHC), Kampala, Ouganda	KIDS-ART-LINC: Réseau de centres cliniques traitant les enfants infectés par VIH sous thérapie anti-rétrovirale en Afrique afin de communiquer les programmes de traitement et de soins de santé publique	30,000€	Le Cap (Afrique du Sud)

Subventions pour la constitution de réseaux

Boursier	Titre	Budget	Lieu
Merry, Trinity College, Dublin, Irlande	Constitution de réseaux de recherche européens et d'Afrique subsaharienne et développement des capacités en pharmacologie	32,770€	Kampala (Ouganda)
Aseffa, Institut de recherche Armauer Hansen (AHRI), Addis Abéba, Ethiopie	Renforcement du Réseau National de Recherche sur la Tuberculose en Ethiopie	26,150€	Addis Abéba (Ethiopie)
Hall, Ecole de Médecine Tropicale et d'hygiène de Londres, Royaume Uni	Cours de masters sur des essais cliniques en Afrique subsaharienne	370,000€	Londres (Royaume Uni), Ouagadougou (Burkina Faso), Accra (Ghana)



Graphique 4 Pays ayant des activités de constitution de réseaux financées par l'EDCTP

Renforcement des capacités

Visites de sites

Le Secrétariat de l'EDCTP a organisé des visites de sites dans plusieurs pays africains qui accueillent des activités financées par l'EDCTP. Les critères de ces visites sont l'importance stratégique des projets et le nombre de projets financés par l'EDCTP. Les représentants de l'EDCTP ont visité cinq pays, à savoir le Burkina Faso, le Malawi, le Rwanda, la Tanzanie et la Zambie. Ces visites ont trois objectifs principaux: la sensibilisation, la collecte des données et l'évaluation technique du renforcement des finances et de la capacité.

Les faiblesses qui ont été le plus souvent identifiées sur tous les sites visités ont été le manque de formation en bonnes pratiques cliniques (GCP) et en bonnes pratiques cliniques de laboratoire (GCLP) ainsi que le besoin d'améliorer la gestion et la formation financière. Afin de combler ces lacunes, des actions sont en cours afin de mettre en place une formation en GCP et en GCLP pour les équipes d'essais cliniques de 15 sites d'essais cliniques à priorité élevée. L'Institut Tropical Suisse (ITS) a proposé de se charger de la formation aux GCP et aux GCLP. Le premier atelier de formation aux GCP et aux GCLP, impliquant un maximum de 35 participants, est prévu pour le second semestre 2007. Sur chaque site, au moins quatre membres des différentes équipes d'essais cliniques seront formés. Ceci comprendra un médecin pour l'essai clinique, un gestionnaire de données ou un statisticien, un technicien d'étude clinique et un gestionnaire de laboratoire. En réponse au besoin d'évaluation des sites par le gestionnaire financier, des mesures ont été prises pour organiser des ateliers de formation en matière de gestion financière sous la conduite de Deloitte & Touche auditing and management. Le premier atelier de formation est prévu pour le troisième trimestre 2007.

Renforcement de la capacité des affaires réglementaires

En juillet 2006, l'EDCTP et l'OMS ont signé un accord pour élaborer un cadre réglementaire pour garantir un suivi approprié des essais cliniques en Afrique. L'EDCTP et des fonds supplémentaires du NACCAP néerlandais ont fourni un montant total de 360 000€ pour financer les activités de formation des Autorités Réglementaires Nationales (ARN) de régulateurs de 15 pays africains, à savoir la Tanzanie, le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda, le Mozambique, le Malawi, la Zambie, le Gabon, le Ghana, le Nigeria, le Burkina Faso, la Gambie, la Côte d'Ivoire, le Mali et l'Ethiopie.

Ces activités ont commencé au troisième trimestre 2006 et visent à:

- Corriger le manque d'expertise dans l'accord d'autorisation et l'évaluation d'essais cliniques
- Suivre la procédure de contrôle éthique
- S'assurer que la base légale de la recherche sanitaire est développée et correspond aux normes internationales des bonnes pratiques cliniques (GCP), des bonnes pratiques cliniques de laboratoire (GCLP) et des bonnes pratiques de fabrication (GMP).

Lors de la phase initiale, l'accent est mis sur la formation à l'évaluation clinique et au contrôle des applications des essais cliniques, ainsi qu'à l'inspection conjointe des sites d'essais cliniques. Elle a aussi pour objectif de développer un forum des régulateurs africains pour l'échange et le partage des informations scientifiques, réglementaires et éthiques pertinentes pour les essais cliniques en cours ou prévus en Afrique.

Parmi les activités des affaires réglementaires menées en 2006:

- *Étude conjointe des applications des essais cliniques*
Celle-ci a eu lieu à Banjul, en Gambie en juillet. Les pays participants étaient la Gambie, le Mali, le Ghana, le Sénégal, le Burkina Faso et l'Afrique du Sud.
- *Le Forum des Régulateurs du Vaccin africain (AVAREF)*
Le premier forum s'est tenu à Accra au Ghana du 19 au 22 septembre. Les participants étaient des représentants des Autorités Réglementaires Nationales (ARN) et des Comités d'Éthique Nationaux (CEN) de 19 pays africains ainsi que d'ARN plus expérimentés comme l'Agence de Médecine Européenne (EMEA) et la United States Food and Drug Administration (US-FDA).

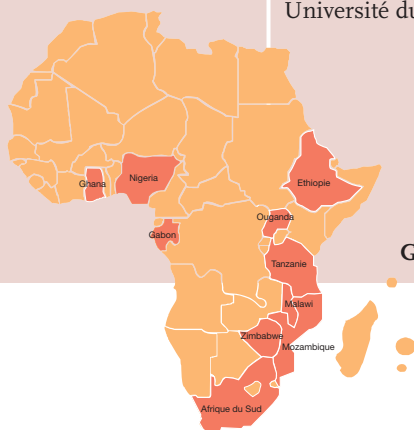
- *Cours du Réseau de Formation Mondial (RFM) sur l'autorisation réglementaire et l'évaluation des essais cliniques*
Le premier de ces ateliers a eu lieu à Quidah au Bénin du 11 au 15 décembre. Les deux autres ateliers auront lieu aux second et troisième trimestres 2007 à Hararé au Zimbabwe.

Développement de la capacité éthique

En 2006, l'EDCTP a proposé plusieurs subventions pour des cours et des séminaires d'éthique, pour la création ou le renforcement des Comités d'Éthique Nationaux (CEN) ou des Conseils d'Étude Institutionnels (CEI) en Afrique subsaharienne et pour financer un bureau régional africain de coordination pour l'éthique. Les détails de ces projets sont résumés dans les tableaux en pages 19-20.

Tableau 5 Subventions pour le développement de la capacité d'éthique 2006

Type de subvention	Boursier	Titre	Budget	Lieu
Cours et séminaires d'éthique	Université de Stellenbosch	Augmenter la capacité en matière de recherche et de respect de l'éthique en Afrique	69,926€	Afrique du Sud
	Conseil de recherche Médicale, Zimbabwe	Proposition de renforcement des capacités nationales d'éthique en matière de recherche sanitaire, de contrôle éthique et de suivi des essais cliniques au Zimbabwe	98,700€	Zimbabwe
	Africa Malaria Network Trust (AMANET)	Création de cours de formation à la recherche en ligne sur l'éthique de la recherche biomédicale, cours destinés aux africains	99,800€	Tanzanie
	Université du Malawi	Proposition d'élaboration et de renforcement des capacités nationales en matière d'étude éthique et de suivi des essais cliniques au Malawi	98,123€	Malawi
	Institut Nigérian de recherche médicale (NIMR)	Renforcement de la capacité des chercheurs nigériens et des membres du comité d'éthique	78,000€	Nigeria
	Université de Cardiff	Développement d'un cours d'apprentissage en ligne sur l'éthique de la recherche pour l'Afrique de l'Est	94,800€	Royaume Uni
	Institut de Droit de la Santé	Formation et ressources en évaluation de l'éthique de la recherche pour l'Afrique (TRREE pour l'Afrique)	98,700€	France
	Ecole de recherche clinique de Vienne	Formation aux aspects éthiques de la recherche clinique pour les membres des Comités d'éthiques nationaux africains et pour les médecins/chercheurs	100,000€	Autriche
Création/renforcement Des CEN/CEI	Conseil de la Recherche Médicale, Zimbabwe	Proposition de renforcement du Conseil de la Recherche Médicale du Zimbabwe	48,400€	Zimbabwe
	Centre de Recherche Sanitaire de Navrongo	Proposition de renforcement de la capacité de six Comités d'éthique sur la recherche au Ghana	50,000€	Ghana
	Université du Malawi	Proposition de renforcement du Comité National des Sciences Sanitaires (NHSRC) et de la Faculté de Recherche Médicale et du Comité d'éthique (COMREC)	50,000€	Malawi

**Graphique 5 Pays ayant des activités de renforcement de la capacité éthique financées par l'EDCTP**

Subventions de développement de la capacité éthique

Type de subvention	Boursier	Titre	Budget	Lieu
Création/ renforcement des CEN/CEI	Université d'Ibadan	Renforcement de la capacité des comités d'éthique sur la recherche en Afrique	49,957€	Nigeria
	Université de Makerere	Soutenir la recherche grâce à l'amélioration des processus des CEI à l'école de médecine de Makerere	50,048€	Ouganda
Coordination du Bureau d'éthique	Initiative panafricaine de bioéthique (PABIN)	Création d'un bureau de coordination africain pour l'éthique	100,000€	Ethiopie

Bourses de formation:

En mars 2006, l'EDCTP a approuvé le financement de deux bourses de Master, sept bourses de Doctorat, cinq bourses de développement professionnel et quatre bourses senior. Les six projets de bourses seniors qui ont commencé en 2005 ont également bien progressé au cours de cette seconde année de financement en 2006. Tous ces projets sont résumés dans le tableau ci-dessous.

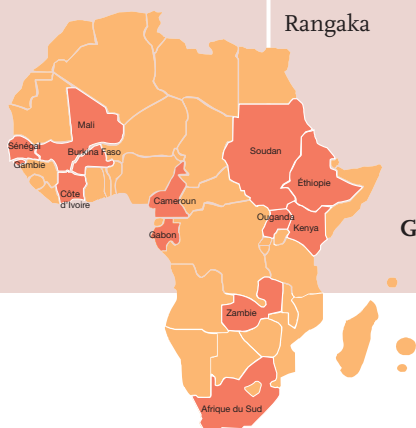
Tableau 6 Bourses de formation 2004-2006

Type de subvention	Boursier	Titre	Budget	Lieu
Bourse universitaire supérieure (2004)	Ekouevi	Prévention de la transmission per-partum du VIH-1 en Afrique: alternatives à base de tenofovir au lieu d'une dose simple de névirapine, à la lumière des futures options de traitement	200,000€	Côte d'Ivoire
	Djimde	Évaluation de l'avantage pour la santé publique des thérapies basées sur une association d'artémisinine pour le traitement du paludisme sans complication au Mali	200,000€	Mali
	Nzila	Compréhension du mécanisme de résistance à la pipéraquline	200,000€	Kenya
	Alabi	Développement et évaluation d'essais fiables, peu chers et à capacité élevée de suivi des charges virales VIH-1 et VIH-2 dans les programmes d'ARV et les essais cliniques dans les pays en voie de développement	200,000€	Gambie
	Mukthar	Le fardeau de la tuberculose dans l'Est du Soudan: Epidémiologie et résistance aux schémas médicamenteux d'isolement du bacille de Koch	200,000€	Soudan

Bourses de formation

Type de subvention	Boursier	Titre	Budget	Lieu
	Hanekon	Corrélat immunitaires de protection contre la tuberculose induits par le BCG	200,000€	Nigeria
Bourses (2005)	Talisuna	Sécurité de la thérapie basée sur une association de dérivés d'artémisinine chez les enfants souffrant de paludisme sans complication et pharmacovigilance basée sur la population: proposition de renforcement de la capacité de pharmacovigilance des antipaludéens en Afrique	199,440€	Ouganda
	Nebie	Compréhension des mécanismes sous-jacents de la différence de susceptibilité au paludisme dans une région de paludisme hyperendémique au Burkina Faso: le rôle potentiel des Cellules T régulatrices	199,013€	Burkina Faso
	Nwakanma	Évaluation et application d'une méthode basée sur une PCR à capacité élevée de diagnostic et de mesure du <i>P. falciparum</i> parasitaemia dans les essais cliniques	181,320€	Gambie
	Cisse	Une étude pilote de l'application d'un traitement préventif intermittent avec participation de la communauté sénégalaise	198,242€	Sénégal
Bourses de développement de carrière	Kebba (décédé)	Schémas de reconnaissance du déterminant antigénique de la cellule CD8 + T spécifique du VIH1 déterminant la trajectoire de la charge virale et le point de fixation suite à l'infection par VIH1	85,560€	Ouganda
	Moukoko	Identification des marqueurs de virulence du parasite <i>Plasmodium falciparum</i> pour évaluer l'impact de l'intervention du contrôle du paludisme en fonction de la population locale de parasites	83,333€	Cameroun
	Sevene	Suivi sécuritaire intensif des antipaludéens et anti-rétroviraux chez les femmes enceintes	100,000€	Mozambique
	Rangaka	Recherche immunologique sur la reconstitution immunitaire associée au VIH et à la tuberculose	83,300€	Afrique du Sud

Graphique 6 Pays ayant des activités de formation financées par l'EDCTP



Bourses de formation

Type de subvention	Boursier	Titre	Budget	Lieu
Bourse de développement de carrière	Adetifa	Essai contrôlé par placebo, à double insu et randomisé, d'apport de vitamine A pour la modulation des réactions immunitaires au bacille de Koch chez des enfants âgés de 5 à 14 ans souffrant d'une tuberculose latente	100,833€	Gambie
Bourses d'études de doctorat	Arama	Facteurs endogènes immunogénétiques impliqués dans la prédisposition au paludisme chez les groupes ethniques sympatriques (Dogon et Fulani) au Mali	75,000€	Mali
	Yimer Ali	Hépatotoxicité induite par des antituberculeux et des anti-rétroviraux et interaction de ces médicaments au niveau du métabolisme de CYP 450	75,000€	Ethiopie
	Mwai	Compréhension du mécanisme de résistance au luméfántrine du Plasmodium falciparum	75,000€	Kenya
	Ramatoulie	Étude des effets des allèles CYP2C19 inactives sur la pharmacocinétique du chlorproguanil chez les adultes et les enfants atteints de paludisme modéré après un traitement au Lapdap®	75,000€	Gambie
Bourse de maîtrise en sciences	Sikateyo	Évaluation de la compréhension du processus de consentement éclairé par les participants aux essais d'intervention microbicide en Zambie	75,000€	Zambie
	Yindom	Le rôle de l'antigène d'histocompatibilité (ALH) et du récepteur KIR (killer immunoglobulin-like receptor) dans l'infection VIH-2: Une composante clé de la conception du vaccin anti VIH et son évaluation en Afrique	75,000€	Gambie
	Mthiyane	Reconstitution des réactions de l'interféron (IFN) spécifique de l'antigène de la tuberculose chez des participants coinfectés pas VIH et tuberculose	32,640€	Afrique du Sud
	Oyakhrome	Masters en formation à la santé publique	21,000€	Gabon
	Jobe	Masters en recherche sur la reproduction et la santé sexuelle	21,000€	Gambie

Registre d'essais cliniques de l'ATM pour les essais réalisés en Afrique subsaharienne

En juillet 2006, un accord a été signé afin que l'EDCTP fournisse un financement au Centre Cochrane d'Afrique du Sud (SACC) pour la création d'un registre international de tous les essais cliniques sur le VIH/SIDA, la tuberculose et le paludisme (Registre des essais cliniques de l'ATM) réalisés en Afrique Subsaharienne. Le professeur Jimmy Volmink est le coordinateur principal de ce projet. Le projet de registre de l'ATM est déjà en cours et possède tout à la fois une composante prospective (registre des essais en cours) et une composante rétrospective (registre des essais terminés). Le projet a pour objectif de mettre les informations sur les essais et figurant dans le registre de l'ATM à disposition de tous dans un dépôt en accès libre. Lorsque ces essais seront introduits dans les Etudes systématiques de Cochrane, les résultats seront immédiatement disponibles pour être utilisés pour la promotion et la pratique de soins basés sur des données probantes en Afrique.

Le registre de l'ATM respecte entièrement les spécifications fixées par la plateforme internationale du registre des essais cliniques de l'OMS. Ce registre est un registre régional par maladie qui desservira l'Afrique subsaharienne. Afin d'éviter tout doublé d'efforts ou de ressources, le registre de l'ATM travaillera en relation étroite avec d'autres registres d'essais cliniques internationaux établis, le Groupe Cochrane sur les Maladies Infectieuses et le Ministère sud-africain de la santé. Le registre de l'ATM est accessible en ligne sur www.atmregistry.org.

Les partenaires des projets de l'EDCTP

En 2006, l'EDCTP a lancé sa base de données en ligne Partenaires de Projets: un outil de recherche qui facilite la constitution de réseaux parmi une grande variété de professionnels travaillant ensemble sur des projets de l'EDCTP. L'objectif de cette base de données est de développer et d'encourager la constitution de réseaux entre les partenaires de recherche européens et africains, en notant que la création d'un nouveau partenariat dans le monde ou même sur le même continent n'est jamais facile. Partenaires de projets permet aux scientifiques de créer leur profil que les autres scientifiques peuvent consulter dans le monde entier. De cette façon, ils ont la possibilité de rechercher leur propre collaborateur scientifique dans un environnement sûr et contrôlé. Partenaires de projets est disponible sur le site Web de l'EDCTP: www.edctp.org/Project-Partners.154.0.html.

Site Web et newsletter trimestrielle

En 2006, l'image de marque de l'EDCTP a été retravaillée afin d'exprimer son intention de former un partenariat entre l'Europe et l'Afrique dans la lutte contre les maladies liées à la pauvreté que sont le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose. Un logo élégant et des couleurs chaudes figurent maintenant sur toutes les communications de l'EDCTP. Suite à cette nouvelle conception, le site Web de l'EDCTP (www.edctp.org) a été transformé et modernisé. Les visiteurs du site Web peuvent trouver diverses informations au sujet des appels d'offres, des activités et des rapports des réunions de l'EDCTP et bien plus. Toute personne intéressée par les activités de l'EDCTP peut s'abonner à la newsletter trimestrielle qui est publiée en trois langues (anglais, français et portugais) et est disponible en version électronique et en version papier.





Résumé financier

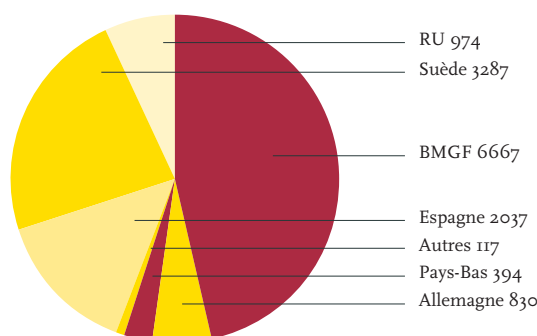
L'année 2006 a vu une forte augmentation des activités de financement de subventions de l'EDCTP avec une augmentation des signatures de contrats de 88 % pour atteindre un montant de 15,6 millions d'euros fin 2006, soit une progression de 8,3 millions d'euros par rapport à 2005. 74 % de cette somme ont été consacrés directement à des institutions, des individus et des projets basés en Afrique. Cela porte le total des subventions des états membres de l'EDCTP à 23,9 millions d'euros depuis le début du projet. Du fait de l'introduction d'une nouvelle stratégie de financement, celui-ci devrait augmenter de façon très significative l'an prochain.

Principales sources de financement

D'ici fin 2006, les contributions directes des états membres à l'EDCTP plus le cofinancement de subventions financées par l'EDCTP, en nature et en espèces, sont passées à 14,3 millions d'euros contre 0,8 millions d'euros en 2005 tel que cela est détaillé dans la note 2 des comptes annuels. Onze états membres ont contribué à ce financement contre un seul en 2005. La principale raison de cette augmentation de l'implication directe auprès de l'EDCTP a été l'exigence d'un cofinancement à hauteur de 50 % introduite par l'EDCTP pour toutes les subventions afin que le boursier remplisse les conditions lui permettant de recevoir le financement principal de l'EDCTP en provenance de la Commission Européenne. Cette initiative de cofinancement en nature ou en espèces s'est avérée être un succès pour mobiliser les ressources des états membres, ce qui peut être perçu comme étant directement imputable à l'existence du rôle de catalyseur de l'EDCTP pour un financement paneuropéen de la recherche scientifique tel que cela est prévu par l'article 169 du Traité de l'Union Européenne. Un autre élan du programme a été apporté par des contributions directes en espèces à l'EDCTP pour de futurs projets et chercheurs qui ne sont pas encore identifiés, trois états membres ayant déposé un montant total de 6,5 millions d'euros en 2006. Les contributions peuvent être consultées en détail dans la note 16 des comptes annuels.

Le troisième aspect de la structure de financement de l'EDCTP se base sur un partenariat de recherche et de renforcement des capacités d'essais cliniques en Afrique subsaharienne avec des organisations non gouvernementales (ONG) et le secteur pharmaceutique privé. 2006 a vu le lancement lors de la journée mondiale de lutte contre le sida (1^{er} décembre 2006) d'un appel conjoint de 20 millions d'euros de la Fondation Bill & Melinda Gates (BMGF), de l'EDCTP et des états

Nouveau financement reçu par l'EDCTP (en espèces et en nature, en milliers d'euros)



membres, chacun promettant de contribuer pour un tiers au financement de la recherche sur un vaccin contre le VIH, la première grande initiative à laquelle l'EDCTP a collaboré depuis sa création en 2003.

Ressources dépensées

Du fait de l'augmentation de l'activité de financement de subventions dans l'année, il y a eu une progression équivalente du coût de l'organisation et de la tenue des réunions des comités d'étude, auquel s'est ajouté le coût de la première réunion des principaux chercheurs (plus d'informations sont données dans la note 4 des comptes annuels).

Le fait qu'il y a eu moins de réunions du Conseil du Partenariat en 2006 a grandement contribué à la baisse des coûts de gouvernance alors qu'après juillet 2006, il a été demandé aux états membres de l'EDCTP-GEIE de prendre en charge autant que possible leurs propres frais lorsqu'ils assisteraient à des réunions de l'Assemblée Générale.

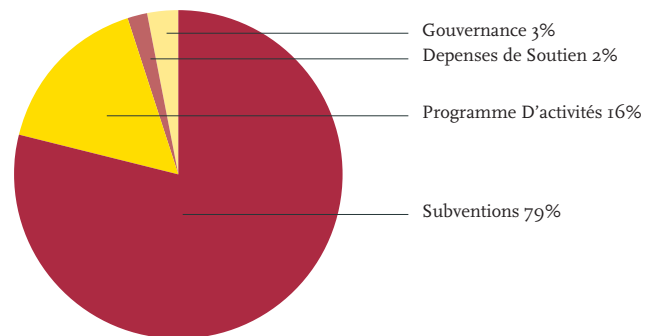
Bien que les coûts de location de bureaux aient été plus élevés en 2006, l'institution d'accueil néerlandaise (l'ONRS) a convenu de renoncer aux frais de location pour 2007 et 2008 au titre de sa contribution en tant qu'état membre de l'EDCTP. Les frais de gestion ont également été subventionnés par le personnel d'assistance d'Allemagne et du Royaume Uni afin d'assurer le poste de Directeur du programme conjoint sans frais pour l'EDCTP pendant l'année. La participation des états membres pour couvrir les frais d'exploitation du Secrétariat est une autre démonstration bienvenue de l'augmentation de l'aide et de l'engagement à l'égard du projet.



Analyse des dépenses de l'EDCTP en 2006

Subventions	EDCTP	Cofinancement	Total
Constitution de réseaux Nord-Nord et Nord-Sud	738	121	859
Constitution de réseaux Sud-Sud	386	0	386
Essais cliniques	10,282	724	11,006
Renforcement des capacités	2,954	32	2,986
Registre des essais cliniques	320	0	320
Coût total des subventions	14,680	877	15,557
Autres coûts			
Programme d'activités	2,739	396	3,135
Dépenses de soutien	311		311
Coûts de gouvernance	501	33	534
Total des autres coûts	3,551	429	3,980

Ressources dépensées (en %)



À l'attention du: Conseil de l'Assemblée de l'EDCTP-GEIE

Rapport du commissaire aux comptes

Nous avons vérifié les états financiers de 2006 ci-joints de l'EDCTP-GEIE à la Haye qui comprennent le bilan au 31 décembre 2006, le compte de résultat, la déclaration de revenus et la déclaration de dépenses et de trésorerie pour l'exercice se terminant à cette date ainsi qu'un résumé des politiques comptables importantes et d'autres notes explicatives.

Responsabilité de la direction

Le conseil de direction de l'EDCTP-GEIE est chargé de la préparation et de la présentation exacte des états financiers conformément aux normes de comptabilité financière internationales adoptées par l'Union Européenne. Cette responsabilité comprend: la conception, la mise en place et le maintien d'un contrôle interne correspondant à la préparation et à la présentation exacte des états financiers qui sont exempts de déclaration erronée que ce soit du fait d'une fraude ou d'une erreur; la sélection et l'application des politiques comptables appropriées; la réalisation d'estimations comptables qui correspondent aux circonstances.

Responsabilité du commissaire aux comptes

Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes. Nous avons effectué notre audit conformément au droit néerlandais. Ce droit nécessite que nous respections les exigences éthiques et planifions et réalisons l'audit pour obtenir la garantie raisonnable que les états financiers sont exempts de déclaration erronée.

Un audit implique de suivre des procédures pour obtenir une preuve vérifiée des montants et des déclarations des états financiers. Les procédures sélectionnées dépendent du jugement du commissaire aux comptes, y compris l'évaluation des risques de déclaration erronée dans les états financiers du fait d'une fraude ou d'une erreur. En effectuant des évaluations du risque, le commissaire aux comptes considère le contrôle interne correspondant à la préparation et à la présentation exacte des états financiers de l'entité afin de concevoir des procédures d'audit qui correspondent aux circonstances, sans avoir pour but de donner un avis sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit consiste également à apprécier les principes comptables appliqués et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous pensons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour servir de base à notre opinion.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent un aperçu exact et correct de la situation financière de l'EDCTP-GEIE au 31 décembre 2006 ainsi que de ses résultats et de sa trésorerie pour l'exercice se terminant à cette date conformément aux Normes de Présentation Financière Internationales adoptées par l'Union Européenne.

La Haye, 28 juin 2007
KPMG ACCOUNTANTS N.V.
W.A. Touw RA

État financier 2006

Recettes	Notes	Affectées	Non affectées	2006	2005
		En milliers d'euros	En milliers d'euros	Total En milliers d'euros	Total En milliers d'euros
Recettes provenant des fonds générés:					
Recettes volontaires et donations	2	12,526	1,780	14,306	5,392
Produit financier	3	68	562	630	460
Total des recettes		12,594	2,342	14,936	5,852
Dépenses					
Activités servant les objectifs de l'EDCTP	4		(3,446)	(3,446)	(2,340)
Subventions payables	5	(178)	(15,379)	(15,557)	(8,276)
Coûts de gouvernance	6		(534)	(534)	(589)
Total des dépenses		(178)	(19,359)	(19,537)	(11,205)
Revenu net (dépenses) pour l'exercice		12,416	(17,017)	(4,601)	(5,151)
Affectations					
Affectées aux fonds spéciaux				(17,017)	(6,089)
Affectées aux fonds généraux				0	0
Affectées aux fonds restreints				12,416	736
				(4,601)	(5,353)

Compte des recettes et des dépenses 2006

	Notes	Non affectées	spéciales	Affectées	Total
		En milliers d'euros	En milliers d'euros	En milliers d'euros	En milliers d'euros
Solde au 1 ^{er} janvier 2005		0	24,797	0	24,797
Affectation du résultat de l'exercice		0	(6,089)	736	(5,353)
Solde au 31 décembre 2005		0	18,708	736	19,444
Affectation du résultat de l'exercice		0	(17,017)	12,416	(4,601)
Solde au 31 de décembre 2006	14 15 16	0	1,691	13,152	14,843

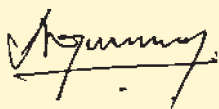
L'État financier comporte l'ensemble des pertes et profits reconnus au cours de l'exercice.

Toutes les recettes et ressources dépensées proviennent des activités en cours.

Bilan au 31 de Décembre 2006

	Notes	2006 En milliers d'euros	2005 En milliers d'euros
Actif			
<i>Actifs à long terme</i>			
Actifs corporels	9	3	15
Total actifs à long terme		3	15
<i>Actifs à court terme</i>			
Débiteurs	10	9,257	235
Fonds en banque et encaisses	11	22,563	26,288
Total des actifs à court terme		31,820	26,523
Total de l'actif		31,823	26,538
 Passif et provisions			
<i>Passif</i>			
<i>Passif à court terme</i>			
Créditeurs: sommes devant être versées dans un an	12	8,958	4,694
<i>Passif à long terme</i>			
Créditeurs: sommes devant être versées dans un an	13	8,022	2,400
Total du passif		16,980	7,094
<i>Provisions</i>			
<i>Provisions non affectées</i>			
Fonds généraux	14	0	0
Fonds d'affectation spéciale	15	1,691	18,708
Total des provisions non affectées		1,691	18,708
<i>Provisions affectées</i>			
Fonds affectés	16	13,152	736
Total des provisions		14,843	19,444
Total du passif et des provisions		31,823	26,538

Approuvé par le Secrétariat de l'EDCTP pour le compte de l'Assemblée Générale du GEIE



Professeur Charles Mgone
En date du 28 juin 2007

Tableau des flux de trésorerie pour l'exercice se terminant le 31 Décembre 2006

	Notes	2006 En milliers d'euros	2005 En milliers d'euros
Encaissements nets provenant des activités d'exploitation	17	(4,355)	8,969
Retours sur investissement et gestion des finances			
Revenu de caution reçu		630	460
Dépense en immobilisations et investissements financiers			
Paiements pour l'acquisition d'actif corporel		0	(10)
Augmentation/(diminution) des fonds dans l'année		(3,725)	9,419
Ressources nettes en fonds au 1 ^{er} janvier		26,288	16,869
Augmentation/(diminution) des fonds dans l'année		(3,725)	9,419
Ressources nettes en fonds au 31 décembre		22,563	26,288

Notes faisant partie des états financiers pour l'exercice clôturé au 31 Décembre 2006

Note 1 Principales conventions comptables

(a) Méthode de comptabilité

Les comptes de 2006 ont été préparés pour la première fois conformément aux normes internationales de compte rendu financier et respectent entièrement leurs exigences. Le passage aux normes IFRS à partir des normes GAAP néerlandaises n'a eu aucune conséquence sur la situation financière actuelle présentée, sur la performance financière ou la trésorerie.

Aucun ajustement n'est donc nécessaire en ce qui concerne le bilan d'ouverture ou les résultats communiqués dans les comptes annuels statutaires de 2005. Aucune modification des montants comparatifs de l'année précédente ni aucune nouvelle déclaration des soldes n'a été nécessaire.

(b) Subventions recevables

Les subventions recevables sont créditées dans l'État financier de l'exercice pour lequel elles sont recevables. Les affectations spéciales et restreintes représentent les montants perçus pour les périodes futures et sont libérés dans les recettes pour la période à laquelle elles ont été perçues. Les affectations restreintes doivent être utilisées à des fins spécifiques comme indiquées par le donateur. Les dépenses qui répondent à ces critères sont imputées aux fonds.

(c) Cofinancement et autres revenus recevables

Les autres revenus volontaires y compris les donations sont comptabilisés lorsqu'il est certain qu'ils seront reçus et que leur montant peut être mesuré avec une fiabilité suffisante. Le cofinancement en provenance des états membres est pris en compte lorsque la contribution est effectuée directement à l'EDCTP ou à un projet de l'EDCTP et peut être en espèces ou en nature. La valeur de la contribution en nature est prise des certificats annuels signés envoyés à l'EDCTP après la fin de l'exercice. La conséquence sur les états financiers est neutre car le revenu est compensé par une charge équivalente pour la catégorie de coût correspondante concernée. (Voir note 2b)

(d) Subventions payables

Conformément à la recommandation 640, la totalité des sommes de toutes les subventions attribuées par l'EDCTP est imputée sur l'État financier pour l'exercice durant lequel le contrat de subvention a été signé. Les montants payables en ce qui concerne les futures périodes de comptabilité sont inclus

dans le passif du bilan. Les coûts des subventions attribuées sont inclus dans les activités servant les objectifs de l'EDCTP et sont analysés séparément dans la note 5.

(e) Produit financier et intérêts recevables

Les intérêts reçus sur les dépôts en banque sont inclus dans l'État financier pour l'exercice pendant lequel ils sont recevables.

(f) Dépenses

Toutes les dépenses sont incluses sur une base de comptes de régularisation, y compris la TVA non récupérable, et sont reconnues lorsqu'il y a une obligation légale ou constructive pour le paiement des dépenses. Tous les coûts ont été directement attribués à l'une des catégories fonctionnelles des ressources épuisées dans l'État financier.

(g) Dépenses de soutien

En entreprenant des activités, l'EDCTP encourt des dépenses de soutien dans le cadre des accords d'accueil signés avec l'ONRS et le MRC, dépenses qui sont détaillées dans la note 7 ci-dessous. Les dépenses de soutien sont les coûts faits directement pour supporter les dépenses sur des objectifs de l'EDCTP.

(h) Coûts servant les objectifs des activités de l'EDCTP

Ce sont des coûts directement encourus par l'EDCTP pour la réalisation de son programme et qui comprennent tous les coûts sauf ceux de gouvernance et des subventions. Ils comprennent les coûts directs et les dépenses de soutien (voir la note 4 ci-dessous).

(i) Coûts de gouvernance

Il s'agit des coûts attribuables aux entités de planification stratégiques de l'EDCTP, l'assemblée, le comité de partenariat (CP), le comité de coordination des pays en développement (CCPD) et le réseau européen de programmes nationaux (REPN). Ces coûts ne font pas partie de la fonction de gestion directe qui est assurée par le secrétariat mais sont dérivés des exercices de planification stratégique pour le développement futur de l'EDCTP. Les coûts de génération d'informations requis par la comptabilité publique tels que les frais d'audit externe sont également inclus. Aucune dépense de soutien n'est attribuée aux coûts de gouvernance.

(j) Capitalisation et amortissement des immobilisations corporelles

Les immobilisations individuelles d'un coût supérieur ou égal à 5 000€ sont capitalisées dans les coûts.

Les actifs corporels sont amortis en suivant une méthode linéaire pendant leur durée de vie économique utile comme indiqué ci-dessous:

Équipement informatique	3 ans
Rayonnages	2 ans

(k) Comptabilité des fonds

Les fonds détenus par l'EDCTP sont soit:

- Des fonds généraux non affectés – ce sont des fonds qui peuvent être utilisés conformément aux objectifs de la recherche scientifique du GEIE, à la discrétion de la direction de l'EDCTP.
- Des fonds d'affectation spécifique – ce sont des fonds mis à part pour des dépenses et des subventions éligibles spécifiques couvertes par l'accord de subvention de la CE avec l'EDCTP.
- Fonds restreints – ce sont des fonds reçus d'autres parties qui peuvent uniquement être utilisés à des fins particulièrement restreintes dans le cadre des objectifs de l'EDCTP. Les restrictions découlent des spécifications éventuelles du donateur ou du fait que les fonds sont collectés dans un but précis.

Des explications sur la nature et le propos de chaque fonds figurent dans les notes des états financiers.

(l) Devises étrangères

Les transactions en devises étrangères sont converties en euros au taux en vigueur à la date de la conversion. Les éléments d'actifs monétaires et le passif sont reconvertis au taux de change en vigueur à la date du bilan et toutes les différences sont portées sur l'État financier.

Il y avait deux actifs en devises étrangères au 31 décembre 2006 qui étaient des subventions recevables en dollars US de la BGMF et en couronnes suédoises de la SIDA. Selon les termes du contrat avec la contribution de la BGMF, la contribution (6,7 millions d'euros) est fixée en euros afin qu'aucun risque de change ne soit impliqué. Pour la deuxième subvention de la SIDA, la contribution est fixée à 30 millions de SEK sur 3 ans, recevable en tranches de 10 millions de SEK par an. Les dépenses de subventions seront gérées de telle façon à ce que les subventions accordées ne dépassent pas, dans la mesure du possible, la valeur en euros des donations en couronnes.

Tous les encaissements en devises autres que l'euro sont convertis en euros dès qu'ils sont reçus sur le compte bancaire de l'EDCTP. Tous les écarts de change sont comptabilisés dans la DAF.

(m) Régime de retraite

L'EDCTP ne cotise à aucun régime de retraite précis pour ses salariés internationaux mais applique plutôt une cotisation définie.

Pour les membres locaux du personnel de l'ONRS qui dépendent d'un régime de retraite précis, le passif est la responsabilité de l'employeur ONRS; par conséquent, l'EDCTP n'a pas besoin de comptabiliser les prestations de retraites sur toute chose autre qu'une base de contribution définie.

Note 2 (a) Ressources venant de contributions volontaires et de donateurs

	spéciales	affectées	2006	2005
	En milliers	En milliers	Total	Total
	d'euros	d'euros	En milliers	En milliers
			d'euros	d'euros
CE pour la période 4 de l'accord de subvention	0		0	4,614
Essais cliniques de l'ISC		1,750	1,750	
Appel conjoint de l'ISC et de la BMGF pour le renforcement de la capacité des essais cliniques		250	250	
Bourses de l'ISC pour le forum scientifique annuel	3		3	
Appel conjoint de l'ISC et de la BMGF pour le renforcement de la capacité des essais cliniques		6,667	6,667	
Essais cliniques de la SIDA		3,284	3,284	
Appel conjoint de MRC UK et de la BMGF pour le renforcement de la capacité des essais cliniques		575	575	
Renforcement de la capacité et formation du MRC UK			0	728
Bourses et contribution au forum scientifique annuel du MRC UK	9		9	50
Essai de la rifaquine du MRC UK	273		273	
Bourses du NACCAP pour le forum scientifique annuel	24		24	
Appel conjoint de renforcement de la capacité des ARN et de l'éthique du NACCAP et de l'OMS	160		160	
Frais d'inscription au forum annuel	6		6	
Contributions à la subvention de l'EDCTP au cofinancement des états membres	877		877	
Cofinancement des états membres des réunions de l'assemblée générale	21		21	
Cofinancement des états membres des réunions du REPN	11		11	
Cofinancement des états membres du forum scientifique annuel	6		6	
Cofinancement des états membres du forum de création d'une	17		17	
Cofinancement des états membres de l'assistance au personnel	181		181	
Cofinancement des états membres des coûts du secrétariat du NACCAP	192		192	
Total	1,780	12,526	14,306	5,392

Note 2 (b) Ressources du cofinancement des états membres

	Subventions	Activités du programme	Financement	Organisation	2006 Total	2005 Total
	En milliers d'euros	En milliers d'euros	En milliers d'euros	En milliers d'euros	En milliers d'euros	En milliers d'euros
Belgique	19			12	31	0
France				2	2	0
Allemagne	757	1	71	1	830	0
Grèce				2	2	0
Irlande		1		2	3	0
Pays-Bas	2	208			210	0
Norvège				1	1	0
Espagne	33			1	34	0
Suède		3			3	0
Suisse	66	2		4	72	0
Royaume Uni			110	8	118	0
Total	877	215	181	33	1,306	0

Note 3 Revenu financier

	2006 En milliers d'euros	2005 En milliers d'euros
Intérêt de dépôt	630	460

Note 4 Activités du programme

	2006 Total En milliers d'euros	2005 Total En milliers d'euros
Coûts de personnel (voir la note 8)	1,701	1,205
Coûts du personnel interimaire	146	142
Amortissement	12	12
Recrutement	7	80
Voyage et hébergement	330	179
Forum scientifique annuel	174	173
Publicite dans les medias scientifiques et autres	25	21
Reunions du comite d'etude scientifique	126	22
Services de conseil (y compris rapport annuel)	147	72
Reunions des principaux chercheurs	80	0
Coûts du secretariat cofinances par le NACCAP	192	0
Systeme de gestion des documents	108	0
Coûts du forum de creation d'une chaîne	34	0
Autres	53	165
Total des coûts directs	3,135	2,071
Dépenses de soutien (voir la note 7)	311	269
Total des activites de recherche	3,446	2,340

Note 5 Subventions Payables

Le montant payé en ce qui concerne les subventions dans l'année comprend:

Note 5 (a) Financement des subventions de l'EDCTP

Valeur (en €) des subventions signées en 2006		Constitution de réseaux, bourses de formation, bourses de doctorat et master, base de données des essais cliniques	Essais cliniques par maladie			Total Général
Pays	Site		Les 3 maladies liées à la pauvreté	VIH/SIDA	Paludisme	
Autriche	Ecole de Recherche Clinique de Vienne	110,000		586,920		696,920
Autriche total	110,000		586,920		696,920	
Belgique	Institut de Medecine Tropicale Du Prince Leopold	19,450				19,450
	Universite De Gand	100,000				100,000
Belgique total	119,450				119,450	
Benin	Organisation Mondiale De La Sante	6,113				6,113
Benin total		6,113				6,113
Botswana	Organisation Mondiale De La Sante	6,113				6,113
Botswana total		6,113				6,113
Burkina Faso	Organisation Mondiale De La Sante	16,975				16,975
	Centre national de recherche et de formation sur le paludisme (CNRFP)			199,013		199,013
Burkina Faso total		16,975		199,013		215,988
Cameroun	Organisation Mondiale De La Sante	6,113				6,113
	Universite de buea			100,000		100,000
Cameroun total		6,113		100,000		106,113
Ethiopie	Organisation Mondiale De La Sante	25,284				25,284
	Faculté de medecine d'addis abeba	75,000				75,000
	Institut de recherche hansen armauer (AHRI)	126,150				126,150
Ethiopie total		226,434				226,434
Gabon	Organisation Mondiale De La Sante	17,808				17,808
	Hôpital albert schweitzer du Gabon	21,000		1,146,240		1,167,240
Gabon total		38,808		1,146,240		1,185,048

Valeur (en €) des subventions signées en 2006		Constitution de réseaux, bourses de formation, bourses de doctorat et master, base de données des essais cliniques	Essais cliniques par maladie			Total Général
Pays	Site		Les 3 maladies liées à la pauvreté	VIH/SIDA	Paludisme	
Gambie	Conseil de la recherche médicale de gambie	75,000		839,896		914,896
	Organisation Mondiale De La Sante	21,810				21,810
	Ministere de la sante et de l'aide sociale de gambie	21,000				21,000
Gambie total		117,810		839,896		957,706
Allemagne	Universite de Tuebingen			766,080		766,080
Allemagne total				766,080		766,080
Ghana	Centre de recherche sanitaire de navrongo	50,000				50,000
	Organisation Mondiale De La Sante	12,366				12,366
	Universite des sciences et de la technologie du ghana			591,556		591,556
Ghana total		62,366		591,556		653,922
Guinee Conakry	Organisation Mondiale De La Sante	6,113				6,113
Guinee Conakry total		6,113				6,113
Côte D'ivoire	Organisation Mondiale De La Sante	11,316				11,316
Côte D'ivoire total		11,316				11,316
Kenya	Organisation Mondiale De La Sante	37,665				37,665
	Centre de recherche medicale geographique de kilifi (côte d'accueil de kemri)	75,000		606,996		606,996
Kenya total		112,665		606,996		719,661
Malawi	Organisation Mondiale De La Sante	25,307				25,307
	Projet sur le paludisme de blantyre			900,840		900,840
	Centre de bioethique 6 faculté de medecine du malawi	148,123				148,123
Malawi total		173,430		900,840		1,074,270
Mali	Organisation Mondiale De La Sante	21,316				21,316
Mali total		21,316				21,316

Valeur (en €) des subventions signees en 2006		Constitution de reseaux, bourses de formation, bourses de doctorat et master, base de données des essais cliniques	Essais cliniques par maladie				Total Général
Pays	Site		Les 3 maladies liees a la pauvrete	VIH/SIDA	Paludisme	Tuberculose	
Mozambique	Organisation Mondiale De La Sante	11,810				11,810	
	Saude da cidade de maputo				132,937	132,937	
Mozambique total		11,810			132,937	144,747	
Nigeria	Organisation Mondiale De La Sante	11,810				11,810	
	Institut nigerian de recherche medicale	78,000				78,000	
	Universite d'ibadan	49,957				49,957	
Nigeria total		139,767				139,767	
Rwanda	Organisation Mondiale De La Sante	26,631				26,631	
Rwanda total		26,631				26,631	
Senegal	Organisation Mondiale De La Sante	6,113				6,113	
Senegal total		6,113				6,113	
Afrique du Sud	Conseil de la recherche medicale d'as	320,000				320,000	
	Universite du Cap		87,960		1,696,524	1,784,484	
	Universite de Stellenbosch	69,926				69,926	
	Universite de western cape	10,000				10,000	
	Organisation Mondiale De La Sante	6,113				6,113	
	Conseil de recherche medicale d'Afrique du Sud				32,640	32,640	
	Institut de recherche sanitaire aurum de Johannesburg				1,113,290	1,113,290	
Afrique du Sud total		406,039	87,960		2,842,454	3,336,453	
Espagne	Fundacio Privada Clinic per a la Recerca Biomedica Barcelona	99,000				99,000	
Espagne total		99,000				99,000	
Suisse	Institut de Droit de la Santé	98,700				98,700	
Suisse total		98,700				98,700	
Tanzanie	Amanet	99,800				99,800	
	Organisation Mondiale De La Sante	25,307				25,307	
Tanzanie total		125,107				125,107	

Valeur (en €) des subventions signees en 2006		Constitution de reseaux, bourses de formation, bourses de doctorat et master, base de données des essais cliniques liees a la pauvrete	Essais cliniques par maladie			Total Général
Pays	Site		VIH/SIDA	Paludisme	Tuberculose	
Togo	Organisation Mondiale De La Sante	6,113				6,113
Togo total		6,113				6,113
Ouganda	Organisation Mondiale De La Sante	25,307				25,307
	Faculte de medecine de l'universite de Makarere en Ouganda	50,048				50,048
	Conseil de la recherche medicale d'Ouganda		99,095			99,095
	Centre regional de qualite des soins – universite de Makarere	30,000				30,000
Ouganda total		105,355	99,095			204,450
Royaume Uni	Ecole de medecine tropicale de Liverpool			21,000		21,000
	Ecole d'hygiene et de medecine tropicale de Londres	389,000				389,000
	Conseil de la recherche medicale du Royaume Uni	30,000			1,175,472	1,205,472
	Ecole medicale de l'hôpital st Georges	30,000		166,272	241,219	437,491
	Universite de Cardiff	94,800				94,800
Royaume Uni total		543,800		187,272	1,416,692	2,147,764
Zambie	Hôpital d'enseignement de Lusaka		180,264		169,365	349,629
	Organisation Mondiale De La Sante	26,497				26,497
	Ministere de la sante de Zambie		75,000			75,000
	Institut medical de Macha, Choma				280,152	280,152
	Centre de recherche sur les maladies tropicales			54,727		54,727
Zambie total		26,497	255,264	54,727	449,517	786,005
Zimbabwe	Conseil de la recherche medicale du Zimbabwe	147,100				147,100
	Ministere de la sante de la ville de Harare				428,591	428,591
	PMD Mashonaland East Province				210,758	210,758
Zimbabwe total		147,100			639,349	786,449
Total		2,777,054	442,319	5,979,540	5,480,949	14,679,862

Note 5(b) cofinancement des subventions des états membres

Cofinancement des états membres	Constitution de réseaux, formation, éthique	Essais cliniques			Total
		VIH/SIDA	Paludisme	Tuberculose	
Belgique	19,500				19,500
Allemagne	33,000		724,539		757,539
Pays-Bas	2,000				2,000
Espagne	33,000				33,000
Suisse	65,500				65,500
Total	153,000	0	724,539	0	877,539
Financement combiné EM/EDCTP					
des subventions	2,930,054	442,319	6,704,079	5,480,949	15,557,401

Note 6 Coûts de gouvernance

	Total 2006 non affectés En milliers d'euros	Total 2005 non affectés En milliers d'euros
Assemblée	75	61
Conseil du partenariat	232	356
Comité de collaboration des PD	157	113
REPN	49	43
Frais d'audit	21	16
Total des coûts de gouvernance	534	589

Note 7 Dépenses de soutien de tierces parties

	ONRS En milliers d'euros	MRC SA En milliers d'euros	Total 2006 En milliers d'euros	Total 2005 En milliers d'euros
Téléphones	26	4	30	24
Repas	9		9	15
Maintenance informatique	35		35	38
Loyer	126		126	93
Nettoyage des bureaux	11		11	9
Poste	6		6	5
Photocopies	9	2	11	8
Services professionnels & financiers juridique/personnel	83		83	77
Total	305	6	311	269

Note 8 Nombres et coûts de personnel

Le total des coûts de personnel comprenait:

	2006 En milliers d'euros	2005 En milliers d'euros
Salaires	1,603	1,120
Cotisations de sécurité sociale	20	12
Cotisations de retraite	78	73
Total	1,701	1,205

Le nombre de salariés moyen équivalent temps complet (y compris les absences pour maladie et le personnel à mi-temps) était:

	2006	2005
Secrétariat (contrat international EDCTP)	6.25	6
Secrétariat (secondé par l'ONRS)	11.5	8
Total	17.75	14

Note 9 Actif corporel

Au 31/12/06 équipement informatique

En milliers d'euros

Coût	
Au 31 décembre 2005	31
Suppléments	0
Au 31 décembre 2006	31
Amortissement	
Au 31 décembre 2005	(16)
Frais pour l'année	(12)
Au 31 décembre 2006	(28)
Valeur comptable nette	
Au 31 décembre 2005	15
Au 31 décembre 2006	3

Note 10 Débiteurs

	2006 En milliers d'euros	2005 En milliers d'euros
Autres débiteurs	9,247	205
Remboursements par anticipation	10	30
	9,257	235

Les autres débiteurs comprennent une dette de 5,8 millions d'euros de la BGMF selon les termes de l'appel conjoint pour le développement de la capacité pour l'Afrique subsaharienne et 2,2 millions d'euros du SIDA, une contribution convenue en tant qu'état membre de l'EDCTP payable sur 3 ans. 1 million d'euros concerne la contribution d'état membre de l'Espagne en 2006.

Note 11 Fonds en banque et encaisses

		2006 En milliers d'euros	2005 En milliers d'euros
Soldes bancaires		22,559	26,267
Encaisses	4	21	
		22,563	26,288

Note 12 Créiteurs: sommes devant être versées dans l'année

		2006 En milliers d'euros	2005 En milliers d'euros
Autres créiteurs		0	4
Créiteurs de subvention		8,847	4,353
Comptes de régularisation		111	337
		8,958	4,694

Note 13 Créiteurs: sommes devant être versées dans l'année

		2006 En milliers d'euros	2005 En milliers d'euros
Créiteurs de subvention		8,022	2,400
		8,022	2,400

Note 14 Fonds non affectés du fonds général du GEIE

	En milliers d'euros
Solde au 31 décembre 2005	0
Mouvement des fonds pour l'année	0
Solde au 31 décembre 2006	0

Note 15 Fonds spéciaux

	En milliers d'euros
Solde au 31 décembre 2005	18,708
Fonds de subvention CE reçus	
Libérés vers la déclaration des activités financières	(17,017)
Solde au 31 décembre 2006	1,691

Nota 16 Fondos restringidos

Fonds affectés	Au 31.12.05 En milliers d'euros	Recettes En milliers d'euros	Dépenses En milliers d'euros	Au 31.12.06 En milliers d'euros
Renforcement des capacités du MRC UK	728	0	(178)	550
Produit financier	8	17	0	25
Contribution aux essais de VIH du conseil de la recherche médicale (MRC) UK à l'appel conjoint de la BMGF	0	575	0	575
Produit financier	0	14	0	14
Fondation Bill et Melinda Gates (BMGF)	0	6,667	0	6,667
Produit financier	0	2	0	2
Agence Suédoise de Coopération au Développement International (SIDA)	0	3,284	0	3,284
Produit financier	0	5	0	5
Ministère de la santé et des affaires de la consommation espagnol (ISC)	0	1,750	0	1,750
Produit financier	0	30	0	30
Appel conjoint du ministère de la santé et des affaires à la consommation Espagnol (ISC) et de la BGMF pour des vaccins contre le VIH	0	250	0	250
Produit financier	0	0	0	0
Total	736	12,594	(178)	13,152

Le fonds reçu du MRC UK doit être utilisé pour la formation et le renforcement des capacités pour le personnel et l'infrastructure des sites MRC Ouganda et Gambie.

La subvention de la SIDA concerne les essais cliniques et les subventions de renforcement de capacité accordées dans le cadre du programme de l'EDCTP

La subvention de la BGMF devra être utilisée dans le cadre de l'appel conjoint du renforcement de capacité d'essais cliniques des vaccins VIH en Afrique subsaharienne annoncé le 01.12.06

Le financement de l'ISC de 1 75 million d'euros devra être utilisé pour les subventions d'essais cliniques et de renforcement de la capacité accordées dans le cadre du programme de l'EDCTP

Note 17 Notes sur l'état de la trésorerie

(a) Rapprochement des recettes et des encaissements nets provenant des activités d'exploitation

		2006 En milliers d'euros	2005 En milliers d'euros
Mouvement net des fonds pour l'année		(4,601)	(5,353)
Produit financier		(630)	(460)
Diminution des débiteurs		(9,022)	7,999
Augmentation des créditeurs		9,886	6,771
Augmentation des revenus d'affectation spéciale		0	0
Amortissement		12	12
Encaissements nets provenant des activités d'exploitation		(4,355)	8,969
(b) Analyse des encaissements nets	31 Dec. 06	Flux de trésorerie	31 Dec. 05
Dépôts sans notification et espèces	22,563	(3,725)	26,288

Note 18 Parties liées

Le GEIE a signé avec l'ONRS un contrat pour les dispositions d'accueil incluant le détachement de personnel, la location des espaces de bureau. Les transactions sous cet accord d'accueil, y compris le coût des salaires du personnel détaché, s'élevaient à 792 602€ en 2006 contre 578 163€ en 2005.

Note 19 Taxes

L'EDCTP lui-même est exempt de la taxe professionnelle néerlandaise comme indiqué dans l'article 40 du règlement du Conseil de la CE adopté en 1985, comme clarifié dans un règlement du Secrétaire des Finances Néerlandais émis le 1^{er} mars 1990. Toutefois, il est imposable pour toutes les taxes salariales et de sécurité sociale aux Pays-Bas.

Une exonération spéciale de TVA a été accordée par le Ministère des finances néerlandais pour toutes les factures dont la valeur imposable dépasse 250€. Cela a pour conséquence une TVA néerlandaise irrécouvrable chaque année considérée comme une dépense inéligible selon les termes de l'accord CE et doit donc être reversée par les membres.

L'EDCTP détermine actuellement son statut fiscal en Afrique du Sud, les taxes payables en ce qui concerne ses activités et qui devraient être minimales.

Note 20 Actif conditionnel

L'accord de subvention signé entre la CE et l'EDCTP stipule qu'un montant total de 200 millions d'euros est recevable par l'EDCTP sur cinq ans à partir du 15 septembre 2003. Le recouvrement de la somme totale dépend de la contribution à montant égal des états membres soit directement à l'EDCTP soit à des projets déterminés de l'EDCTP.

L'EDCTP a reçu 32 609 (000€) au 31.12.06, ce qui entraîne un élément d'actif éventuel de 167 391 (000€) qui n'a pas été constaté dans les comptes.

Note 21 Données supplémentaires

Il est proposé d'ajouter le revenu brut pour l'année aux fonds d'affectation spéciale (000€) 1 691 et aux fonds généraux (0). Cette proposition a été incorporée dans les états financiers.

Note 22 Rémunération des instances de gouvernance

L'assemblée n'a pas reçu d'honoraires en ce qui concerne les réunions de 2006, elle a été payée en indemnités journalières étalées jusqu'après juillet 2006. Les états membres sont encouragés à régler leurs propres frais de voyage et ne sont remboursés que lorsque cela est possible.

Les membres du comité du partenariat perçoivent des honoraires annuels d'un montant de 10 000€ par membre et 20 000€ pour le Président pour assister à quatre réunions annuelles. En outre, ils bénéficient également d'honoraires supplémentaires d'un montant de 1 165€ pour chaque réunion de deux jours (jusqu'à un maximum de six réunions par an) auxquelles ils assistent, diminués au prorata lorsqu'ils n'assistent pas à la session entière. En 2006, le total des paiements au comité du partenariat en honoraires s'élevait à 130 798€ (209 900€ pour 2005.)

Les membres du comité de coordination des pays en développement ne sont pas rémunérés par le biais d'honoraires annuels mais perçoivent des honoraires journaliers d'un montant de 200€ pour chaque réunion (jusqu'à un maximum de quatre réunions par an). En 2006, le total des paiements au DCCC en honoraires s'élevait à 43 634€ (36 800€ pour 2005.)



Avec pour principal objectif de réduire la pauvreté des pays en développement en améliorant la santé des populations, le Partenariat Europe-Pays en Développement sur les Essais cliniques, par l'intégration de la recherche européenne en partenariat avec les pays africains, vise à développer de nouvelles interventions cliniques pour lutter contre le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose.

Le Partenariat Europe-Pays en Développement sur les Essais Cliniques (EDCTP) est un partenariat entre 15 pays de l'UE, la Norvège et la Suisse d'une part, et les pays d'Afrique subsaharienne d'autre part. Il a pour objectif d'unir les programmes de recherche nationaux européens pertinents et leurs partenariats africains pour développer de nouveaux outils cliniques contre le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose. Le programme conjoint se base sur l'article 169 du Traité européen. La Commission Européenne (CE) cofinancera ce programme conjoint. L'EDCTP a donc une fonction pilote très importante en sa qualité de première institution à appliquer l'article 169, qui est l'instrument le plus avancé pour l'intégration de la recherche européenne.

Le contexte du programme est la situation dramatique de la santé dans de nombreux pays en développement et l'action concertée de l'UE pour lutter contre les maladies liées à la pauvreté, à savoir le SIDA, le paludisme et la tuberculose. L'objectif du programme est d'accélérer le développement de médicaments ou de vaccins améliorés ou nouveaux contre ces maladies, avec une attention particulière pour les essais cliniques de phase II et III en Afrique subsaharienne.

Les principaux objectifs de l'EDCTP sont:

- Accélérer le développement de nouvelles interventions cliniques, en particulier médicaments et vaccins pour lutter contre le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose dans les pays en voie de développement et d'améliorer de façon générale la qualité de la recherche en relation avec ces maladies
- Faire progresser l'intégration des programmes nationaux de recherche scientifique sanitaire des états membres
- Renforcer les capacités liées à la recherche et au développement dans les PD.

Principales politiques pour atteindre les objectifs

- Financement direct de la CE par l'intermédiaire de l'EDCTP dans le cadre de l'article 169 du Traité de l'Union Européenne

- Financement direct par les programmes nationaux de chacun des états membres, provenant des principaux budgets consacrés annuellement au financement de la recherche et au renforcement des capacités afin de lutter contre les trois principales maladies liées à la pauvreté dans les PD
- Encourager la participation et la mobilisation des fonds provenant du secteur privé, qu'il s'agisse d'organisations à but lucratif ou à but non lucratif
- Une coordination plus étroite des programmes de recherche européens et des PD grâce à meilleure constitution de réseaux et
- Un soutien gouvernemental au sein des PD
- Transfert de la technologie aux PD
- Renforcement des capacités dans les PD, pour renforcer globalement les capacités à mener des essais cliniques
- Formation du personnel chargé des essais cliniques dans les PD
- Promouvoir la prévention, encourager les traitements et rendre les médicaments essentiels plus accessibles dans les PD.

Les activités de l'EDCTP comprennent:

1. La constitution de réseaux et la coordination des programmes nationaux européens en collaboration avec leurs partenaires dans le Sud
2. La constitution de réseaux et la coordination des programmes nationaux africains
3. Le support d'essais cliniques pertinents
4. Le renforcement des capacités africaines dans ce domaine
5. La sensibilisation et la collecte de fonds
6. La gestion
7. La gestion des informations.

Des stratégies spécifiques et des plans d'action ont été mis au point pour chacun des sept domaines d'activité.

Le budget de l'EDCTP est de 400 millions d'euros pour 7 ans. La participation nationale des états membres au programme commun est estimée à au moins 200 millions d'euros. Une contribution financière de la Commission Européenne d'un montant de 200 millions d'euros sera versée afin d'accroître l'impact de l'EDCTP.

D'autres sources de financement publiques ou privées, sont à l'étude.

Les programmes nationaux européens sont définis comme des activités financées par des fonds publics d'un état et

pouvant contribuer à l'EDCTP. L'application de l'article 169 implique l'engagement national de chaque état membre à mobiliser ses organismes publics actifs dans le domaine de l'EDCTP et à maintenir sa contribution au moins au même niveau pendant toute la durée du programme.

Politique d'accord de subventions

L'EDCTP appelle à des demandes de financement de projets par le biais de publications sur le site Web de l'EDCTP et dans les revues médicales et scientifiques concernées. Les subventions sont disponibles pour financer des projets multicentriques qui combinent des essais cliniques au renforcement de la capacité et à la constitution de réseaux. Ces composantes doivent être étroitement intégrées de façon à garantir que le développement de capacités et la constitution de réseaux soient utilisés pour mener à bien des essais cliniques conformément aux bonnes pratiques et pour encourager le développement durable en Afrique. La durée maximale d'un projet est de 5 ans.

Les propositions sont étudiées par un Comité d'étude scientifique dont les membres sont choisis parmi des experts présélectionnés et des experts indépendants spécialisés dans ce domaine. Suite à une recommandation du Conseil du Partenariat, le financement des projets recommandés est approuvé par l'Assemblée et les candidats qui ne sont pas sélectionnés sont avertis des raisons du rejet de leur demande.

Les rapports financiers et scientifiques annuels et finaux doivent être présentés et acceptés par l'EDCTP pour que la subvention réponde aux conditions de financement pendant sa durée.

Les informations relatives à toutes les subventions accordées sont publiées sur le site Web de l'EDCTP.

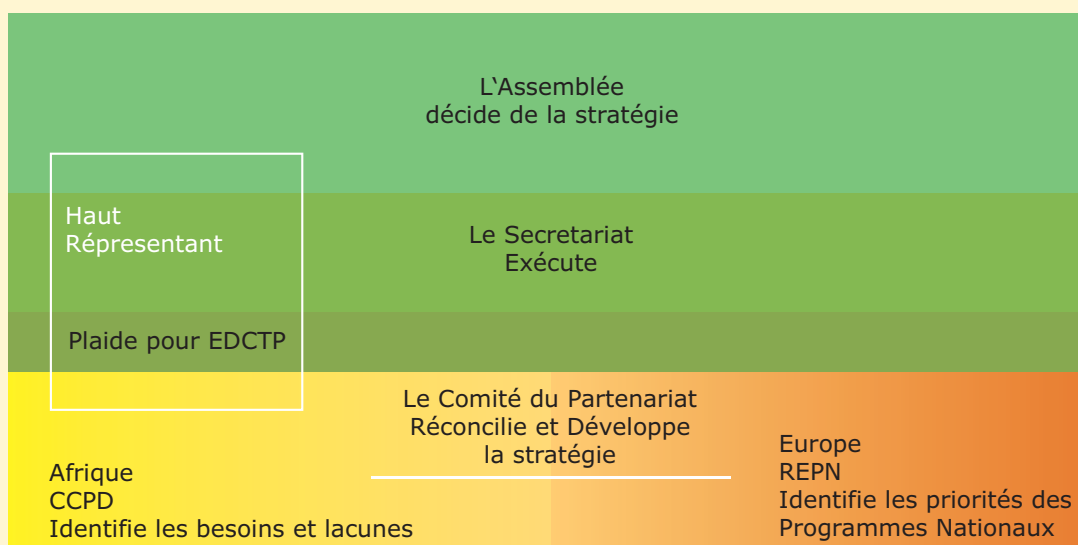
Structure et gouvernance de l'organisation

Statut Légal

L'EDCTP est reconnu en tant que Groupement Européen d'Intérêt Economique (GEIE) situé à La Haye, Pays-Bas. En tant que tel, il est enregistré depuis 2003 à la Chambre de Commerce de "Haaglanden" aux Pays-Bas (no.27259980). En Afrique du Sud, il est enregistré en tant que société externe (2005/034124/10).

Gouvernance

La structure opérationnelle, juridique et financière de l'EDCTP est donnée par le Groupement d'Intérêts Économiques Européen (GIEE) par le biais de ses deux organes, à savoir l'Assemblée et le Secrétariat du GIEE. L'Assemblée du GEIE est l'organe décisionnel dans lequel tous les Etats européens membres de l'EDCTP sont représentés et le Secrétariat, dirigé par le Directeur général, est responsable de la mise en œuvre des décisions de l'organisation. L'Assemblée du GEIE est assistée par la structure du Partenariat, qui est constitué de la branche de planification stratégique rassemblant l'expertise scientifique et régionale nécessaire à la direction efficace du programme



de l'EDCTP et à son financement. Les membres du Partenariat comprennent:

- (1) Le Conseil du Partenariat (CP), un groupe d'experts scientifiques indépendants qui élaborent la planification stratégique de l'EDCTP
- (2) Le Comité de Coordination des Pays en Développement (DCCC), qui se compose de représentants scientifiques africains et garantit la contribution et l'engagement des pays et des chercheurs africains.
- (3) Le Réseau Européen des Programmes Nationaux (REPN) qui se compose de représentants des programmes nationaux européens et élabore des propositions pour coordonner et rassembler les activités et les financements nationaux.

Les structures du Partenariat et la CE ont des sièges permanents à l'Assemblée du GEIE.

Le rôle et les activités de chaque organe sont déterminés par les statuts du GEIE et les réglementations internes.

Le Conseil du Partenariat

Patrice Debré (Président)
France (élu en février 2006)

Peter Smith (Vice Président)
Royaume Uni (élu en février 2006)

Souleymane Mboup (Vice Président)
Sénégal (élu en février 2006)

Le Comité de Coordination des Pays en Développement

Simon Agwale (Président)
Elu en juin 2006

Christine Manyando (Vice Président)
Elue en juin 2006

Peter Ndumbe (Vice Président)
Elu en juin 2006

Le Réseau Européen des Programmes Nationaux

Laura Brum (Présidente)
Portugal

Dirk van der Roost (Vice Président)
Belgique (élu en juin 2006)

La responsabilité du Secrétariat en matière de publication financière

Conformément aux réglementations internes, le Secrétariat est obligé de préparer des états financiers pour chaque exercice, qui donnent un aperçu des affaires de l'EDCTP à la date du bilan et de ses recettes et demandes de ressources, y compris les revenus et les dépenses. Lors de la préparation de ces états financiers, le Secrétariat doit respecter les bonnes pratiques et:

- Sélectionner des conventions comptables et les appliquer en permanence
- Emettre des opinions et des estimations raisonnables et prudentes
- Indiquer si les normes comptables applicables ont été suivies, sous réserve d'écarts importants révélés et expliqués dans les états financiers
- Préparer les états financiers sur une base actuelle sauf s'il est inapproprié de penser que l'EDCTP continue ses activités.

Le Secrétariat est chargé de tenir les registres comptables qui indiquent avec précision la situation financière de l'EDCTP à tout moment et permet de garantir que les états financiers respectent les réglementations statutaires. Il est aussi chargé de protéger les biens de l'EDCTP et donc de prendre les mesures raisonnables de prévention, ainsi que de la détection de la fraude et d'autres irrégularités.

Politique d'investissement

Les fonds non utilisés sont déposés à la banque Fortis et accessibles à tout moment. A partir de 2007 et sur la base des prévisions de trésorerie, l'argent sera investi dans des dépôts à terme jusqu'à 1 an maximum également auprès de Fortis, afin d'obtenir des rendements plus élevés. Les intérêts de ces fonds sont déclarés à la CE ou à l'organisme bailleur de fonds qui a déposé les fonds auprès de l'EDCTP et sont soit ajoutés au solde du bailleur de fonds ou, dans le cas de la CE, déduits du financement des années suivantes en ligne avec les réglementations indiquées dans l'accord de subvention entre la CE et l'EDCTP.

L'EDCTP n'est pas autorisé à contracter et n'a pas contracté de prêts aux termes de l'article 14 des statuts.



L'assemblée du GEIE

Diana Dunstan (Présidente)
 Bruno Gryseels (Vice-Président)
 Stefano Vella (Vice-président)
 Jean-Francois Girard (Vice Président)
 Hans-Georg Eichler
 Christiane Druml
 Søren Jepsen
 Peter Lange
 Antonis Antoniadis
 Teresa Maguire
 Antonio Chiesi
 Sophie Couffignal
 Bjorn Guldvåg
 Maria de Fatima Bravo
 Mercedes Diaz
 Isabel Noguer
 Hanna Akuffo
 Sacra Tomisawa
 Renée van Kessel
 Edvard Beem
 Mark Palmer

Royaume Uni
 Belgique
 Italie
 France
 Autriche (départ en juin 2006)
 Autriche (nommée en juin 2006)
 Danemark
 Allemagne (départ en décembre 2006)
 Grèce
 Irlande
 Italie
 Luxembourg (départ en juillet 2006)
 Norvège
 Portugal
 Espagne (départ en janvier 2006)
 Espagne (nommée en janvier)
 Suède
 Suisse (nommée en mars 2006)
 Pays-Bas (départ en avril 2006)
 Pays-Bas (nommé en juin 2006)
 Royaume Uni

Le Secrétariat Exécutif

Odile Leroy (Directrice exécutive)
 Charles Mgone (Directeur exécutif)
 Pascoal Mocumbi (Haut représentant)
 Simon Belcher (Directeur des finances et de l'administration)
 Cynthia Naus (Directrice des opérations)
 David Coles (Directeur du programme conjoint)

Départ en septembre 2006
 Nommé en février 2007

 Nommé en mai 2006

Annexe 2: Glossaire des abréviations

ANR Agence Nationale de la Recherche	IFRS Normes Financières internationales
ANRS Agence Nationale de Recherches sur le Sida	IS Impôt sur les sociétés
ARN Affaires Réglementaires Nationales	ISC(III) Instituto de Salud Carlos III
ARV Anti-rétroviraux	KEMRI Institut de recherche médical kenyan
ATM Registre des essais cliniques sur le VIH/SIDA, la tuberculose et la Malaria	MLP Maladie liée à la pauvreté
BCG Bacille de Calmette et Guérin	MRC (SA/UK) Conseil de la Recherche médicale (Afrique du Sud/Royaume Uni)
BMGF Fondation Bill & Melinda Gates	MSc Master en sciences
BPC Bonnes pratiques cliniques	NACCAP Partenariat Pays-Bas-Afrique pour le développement des capacités et les interventions cliniques de lutte contre les maladies liées à la pauvreté
CD8 Cluster de Différentiation 8	NEPAD Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique
CE Commission Européenne	OMS Organisation Mondiale de la Santé
CEE Communauté Economique Européenne	ONG Organisation Non Gouvernementale
CEI Conseil d'étude institutionnel	ONRS Organisation néerlandaise pour la Recherche Scientifique
CEN Comité d'éthique National	PAVS Programme africain de Vaccins contre le SIDA
cGMP Bonnes pratiques de fabrication actuelles	PD Pays en Développement
CP Conseil du Partenariat	PhD Doctorat
CYP 450 Izoenzymes Cytochrome P-450	POS Procédure d'Opération Standard
DAF Déclaration des Activités Financières	RCP Réaction en chaîne de la polymérase
DCCC Comité de Coordination des pays en développement	REE Responsable du Réseau Européen
DMR Direction Médicale Régionale	REPN Réseau Européens des Programmes Nationaux
EDCTP Partenariat Europe-Pays en Développement sur les Essais Cliniques	RU Royaume Uni
EM État membre	SIDA Agence Suédoise Internationale de Coopération au Développement
FP6 Sixième Programme-cadre de la Commission Européenne	TB Tuberculose
GAAP Principes Comptables Généralement Acceptés	TVA Taxe sur la Valeur Ajoutée
GCLP Bonnes pratiques de laboratoire	UA Union africaine
GEIE Groupe Européen d'Intérêt Economique	UE Union Européenne
GMP Bonnes pratiques de fabrication	USA États-Unis
ICH Conférence Internationale sur l'Harmonisation des Exigences Techniques d'Enregistrements des Produits pharmaceutiques à Usage Humain	
IFN Interféron	



EUROPEAN
COMMISSION

Supported by the EU DG Research